



Nouveau plan de Dénokialisation à NOZAY - p.5

ZOPAL À L'ÉCOLE DES COLLEUSES ! - p.6

CRAcisme: les gestes frontières - p.5.

Wesh,

Bon, on le sait, ça fait un an qu'on n'a pas sorti de numéro. Mais franchement, entre la réélection de Grégoire de Lasteyrie et l'infection Covid 19, vous aviez la pêche, vous ? Qu'on se le dise, le confinement nous a mis un sacré coup dans la gueule. On sait pas si vous l'aviez remarqué mais y z'ont oublié la case bénévolat sur les attestations, ça nous a pas aidé. Et le couvre-feu à 18h, ça offre pas une grande liberté pour se réunir. On n'a pas forcément envie de passer nos soirées en visio quand on y passe déjà tout notre temps pour le boulot. Bref, on a un peu glandé, par dépit, par seum, par impossibilité de se retrouver... MAIS ça, c'est fini. En tout cas, on va se sortir de la tourmente et on va tout donner pour le ZPL revival. On vous en dira plus bientôt, mais en gros, on vise une vraie régularité de parution et une présence soutenue dans la rue et sur les réseaux. On peut décemment pas laisser Le Parisien et les magazines municipaux du coin dicter l'actualité. Et on va avoir besoin de vous. En attendant, voici notre nouveau numéro. On l'a porté doucement mais sûrement pendant plusieurs mois. Vous y trouverez des gros sujets qu'ont défrayé l'actu' locale depuis mars 2020. Vous vous direz sans doute que ça fait loin mais franchement, on a manqué quelque chose ?

Radicalement,

L'équipe du Petit ZPL



LA LIGNE 18, UN TRAIN NOMMÉ DÉSASTRE ?

Ça déménage sur le plateau de Saclay ! Le 17 octobre, un campement regroupant des citoyen-ne-s et acteur-ri-ce-s associatifs s'installe dans un champ de la ferme Vandame à Villiers-le-Bâcle. L'idée ? Occuper l'espace une semaine, organiser débats et conférences pour dénoncer la création de la ligne de métro 18 (L18). Le 19 octobre, une joyeuse bande d'activistes d'Extinction Rebellion* s'invite sur le chantier et décrète jour de congé. Pourquoi tant d'agitation ? C'est pourtant bien un transport en commun ?

Bien moins visible que les affiches de pub, la dernière consultation sur la L18 s'est déroulée en plein déconfinement(1). Pourtant, pas moins de 466 avis ont été déposés. Le constat est sans appel : pas plus de 5 % d'avis positifs (2). Quel succès ! À vrai dire, dès les premières consultations, des voix plurielles s'élèvent contre ce projet de transport lourd sur le plateau. Ainsi, outre la population, de nombreux-euses expert-e-s s'y étaient déclaré-e-s défavorables comme le Commissariat général à l'investissement, le STIF, le Cercle des transports ou l'Autorité environnementale. On est en droit de se demander en vertu de quelle idée du bien commun, l'Etat déclare finalement la L18 d'utilité publique par Décret le 28 mars 2017. Des collectifs citoyens déposent des recours, les maires de quatre communes (3) vont jusqu'au Conseil d'Etat. En vain, les travaux démarrent en force et le nouveau directeur de la Société du Grand Paris (SGP) déclare qu'il n'a pas une minute à perdre.

La ligne 18 ne va pas à Paris

Désolée pour les fatigué-e-s des transports et les fêtard-e-s mais par la L18 vous n'irez à Paris ni mieux, ni plus vite. Elle va d'Orly à Versailles-Chantier. Bah, vous pensez « y'a déjà le RER C ? ». Oui, sauf que la nouvelle ligne traverse le plateau de Saclay sur un viaduc. Ensuite, les trois gares portent des noms trompeurs comme celle de « Palaiseau » sur le parking de Danone (4). Elles ne desservent

pas les villes mais le plateau. Faut pas nous parler yaourt. Ce transport n'est même pas adapté aux personnels et étudiant-e-s dont 80 % habitent en Essonne, et qui continueront d'arriver par le RER ou en voiture. La L18 n'apporte donc pas de réponse immédiate, ou à venir, à la galère des transports. D'une manière ou d'une autre, les usager-ère-s se retrouveront sur le RER B ou sur les routes.

Train fantôme

Promise pour 2026, la L18 est orientée Est/Ouest alors que la majorité des usager-ère-s effectuent des trajets Nord/Sud. De fait, elle aura un effet très limité de décharge du RER B, estimé à seulement 5 %. D'autant plus que le RER B sature sur Paris et en proche couronne. Rien à voir avec le tracé de la L18. Il faut ajouter à cela les prévisions de fréquentation. Selon Pascal Auzannet, qui a joué un rôle important dans le projet de transports du Grand Paris, la L18 a été projetée pour « des capacités de 40 000 voyageurs dans chaque sens de circulation, alors que la demande à l'horizon 2030 ne devrait pas excéder les 5-6 000 » (5). Il faut noter que cette estimation inclut la totalité des aménagements projetés ou déjà réalisés. En parallèle, il faut s'attendre à un accroissement du trafic routier. L'élargissement en cours de la RD36 en 2x2 voies, futur grand axe routier de contournement ouest, en est la preuve. En sus du métro, une autoroute ? Finies les escapades bucoliques, ça sent le bouchon.

Suite p.8

ET AUSSI...

- Raviver les brèves.....p. 2-3
- Témoignage d'une agression sexuelle à Zopal.....p.7
- Contestation à Villebon.....p.9
- Lettre à une inconnue.....p.9
- Chronique d'un abattage programmé.....p.10
- Grosses marades.....p.10-11

DU FERRY AU CRI : HISTOIRE D'UNE LUTTE LOCALE

En plein centre-ville de Palaiseau, après la fermeture de l'école primaire Jules Ferry, située boulevard de Stalingrad, les luttes se sont enchaînées. D'abord pour la sauvegarde d'un lieu de vie culturel, puis d'un quartier historique local. Retour sur une décennie de lutte palaisienne.

Oui oui, on sait, on vous en a déjà beaucoup parlé du Ferry & co. Mais là, Lasteyrie s'est employé à en finir pour de bon, avec ce bout d'histoire locale. Alors va pour un dernier p'tit flashback, ok ? Allez !

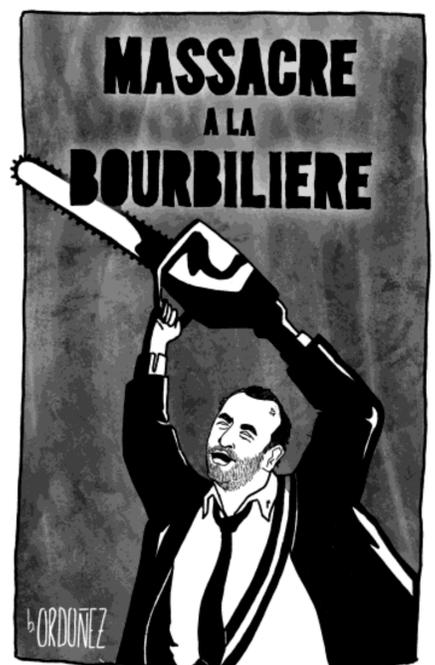
L'école est finie, la fête commence

Pour les plus djeun's d'entre nous, jusqu'en 2007, le Ferry était une école. En 2011, François Lamy, le maire PS de l'époque, décide d'y installer certaines activités du conservatoire, l'accueil jeune... et surtout d'y créer un lieu de vie culturel. Sa décision d'ouverture de ce lieu est dans la droite ligne de ce que fait le PS à l'époque : de la frichouille culturelle, street-art et compagnie. Mike, à l'époque médiateur socio-culturel, raconte : « Lamy a pris pour exemple la Gare Saint-Sauveur, une friche culturelle sur Lille. C'était ça qu'il voulait pour le Ferry... »

Suite p.4



P. 10



Suite p.8

COURSE DANS NOS HOSTOS DU 91: 5,4,3,2,1... FERMEZ !

Dans le 91, nos hostos ont battu des records depuis la première vague de Covid ! En attendant l'hôpital du turfu qui va pousser sur le plateau pour 2024, bétonnant les terres fertiles au passage, les centres hospitaliers d'Orsay, Longjumeau et Juvisy se font démanteler services après services (1).



Illustration: Charlotte Josenhans

Au cas où vous ne le sauriez pas, avec la fermeture de nos hostos et l'ouverture de celui sur Saclay, on passe de 900 lits à un peu de moins de 500. Ce qui nous donne la plus grande fermeture de lits de France (1), chez nous, en Essonne ! #guinnessbook #fiertélocale

À l'occasion de cette prouesse et pour fêter la seconde vague de Covid qui touche de plein fouet nos hostos, on a échangé avec Nathalie Le Méné et Céline Letellier, respectivement aide-soignante et infirmière à Orsay et toutes les deux à la CGT. On a eu le droit à un beau bilan depuis mars. Prêt-e-s ? Vous allez kiffer :

-Depuis la première vague, il manque plus de 200 soignant-e-s sur les 3 hostos : médecins, sages-femmes, aides-soignant-es, infirmier-ères, administratifs... Nommez la profession que vous souhaitez, il en manque ! Non-remplacé-e-s, en arrêt, burn-out... et aussi pas mal de renforts qui ne sont pas revenu-e-s, par exemple les retraité-e-s. On se demande pourquoi. Faut croire que la 1ère vague n'aura pas donné envie aux retraité-e-s, fonctionnaires en dispo et autres déçues du métier de revenir. Bizarre, non ?

-25 lits de médecine à Juvisy ont été supprimés, le service est donc fermé pour de bon. Ces lits sont pourtant essentiels pour prendre en charge les malades passé-e-s en réa, post-Covid par exemple,

mais bon, ça vaaaaaaaaa franchement. Ça fait 55 depuis 2019 rien que sur Juvisy. Allez, encore un effort et on va y arriver à nos 500 lits supprimés sur le territoire (25 en 6 mois sur un hosto, c'est énorme) !

-Pour faire face à la 2ème vague (et aux suivantes), l'ARS demande l'ouverture de 2000 lits en IDF : impossible d'y participer chez nous, y'a comme qui dirait un peu une saturation dans nos hostos. Alors, la direction du Groupe Hospitalier Nord-Essonne a des idées : on ferme les services ambulatoire et chirurgie pour gagner une vingtaine de lits Covid à Orsay. Et devinez quoi ? Ces services ne seront certainement pas réouverts après, comme à Juvisy, et la fermeture des hostos reste à l'ordre du jour. Un bon coup de pouce, ce Covid, en fait.

-Enfin, les urgences pédiatriques ferment définitivement à Orsay. Le service pédiatrique ne sera plus ouvert ni la nuit ni les week-ends. Fini d'entendre brailler des chiards à tout va. Qui peut se plaindre de ça, sérieux ?

C'est tout, vous vous dites ? C'est déjà pas mal pour 6 mois, bande d'insatisfait-e-s ! Mais ne vous inquiétez pas, on n'est qu'en 2020, il reste encore 4 ans pour finir le boulot.

(1) Voir Le Petit ZPL #7, L'hôpital qui cache le désert
(2) <https://www.bastamag.net/carte-des-suppressions-de-lits-hopital-Covid-reanimation-ARS-CHU>

CHIARD COMME LA BRÈVE !

AUTO OU ANTI-CITOYENEMENT ?

La démocratie citoyenne, ça a tout l'air de la fête à la liberté d'expression. La sympathique liste Palaiseau Terre Solidaire (PTS) vient de le démontrer. Fidèle à son engagement citoyen, la tête de liste a fait tourner son siège mitoyen après 4 mois de mandat. Parce qu'il faut savoir que PTS a un mode de fonctionnement atypique censé libérer la démocratie locale. Comment ? Grâce à la multitude citoyenne par rotation des sièges. Et pourquoi ? Au nom de l'expertise citoyenne et du partage du pouvoir. Alors vient le deuxième élu, qui pose d'emblée de sérieux problèmes de citoyennisme. En effet, dans le domaine, y'en a qui s'la jouent collectif et d'autres qui s'la jouent Neymar. Le nouveau en fait des tonnes. Son citoyenning nous étonne. Ses cons détonnent et sur les réseaux sociaux, il déconne. Deux jours après son premier conseil municipal, il

publie ses réflexions en guise de compte-rendu public sur un fameux groupe palaisien d'un vaste réseau social. Sur le fond, ses prises de position en faveur de l'EPAPS (Etablissement Public d'Aménagement Paris-Saclay) et du Grand Paris semblent en complet décalage avec le projet citoyen qui avait été présenté. Sur la forme, on s'étonne de lire des propos si personnels pourtant « décriés par un certain nombre de [ses] colistier-ères ». C'est validé par la commission coopérative d'écologie citoyenne, ça ? Pour une liste qui se voulait tant citoyenne, ça fleure la décitoyennisation. C'est comment chez PTS, c'est l'auto-citoyennisation ? Le mégalo-citoyenning ? Chacun-e parle en son nom ? En tant qu'elu-e ? En tant que citoyen-ne ? Faire tourner les sièges, ça fait tourner le programme ? La tête aussi. Des expert-e-s citoyen-ne-s s'interrogent encore.

PARIS-SHANGHAI

Quatorzième ! Ils l'ont rêvée, ils l'ont eue leur place au top twenty des plus brillantes universités mondiales. Leur méthode ? C'est du béton. Donnez aux mathématicien-ne-s Paris-sudien-ne-s un nouvel Institut des mathématiques au bord de l'Yvette à Orsay, et hop ! Les matheux-euses sont reconnu-e-s numéro un mondiaux-ales de la discipline. Déplacez les institutions d'enseignement supérieur et de recherche sur le « territoire d'excellence » qu'est le Plateau de Saclay (Paris-Saclay doit-on dire dorénavant) et hop ! Quatorzième. Non pas que de toutes nouvelles expérimentations scientifiques aient soudain donné des résultats inattendus et brillants à la E=mc2. Dans les instituts récemment démenagés, on en est plutôt à vider les cartons, essuyer les plâtres, (tenter de) rebrancher les machines. Non, il s'agit ici d'un résultat bêtement arithmétique, bien plus simple que la formule d'Einstein. Un prix Nobel plus un autre font deux. Une médaille Fields* plus une autre, pareil, ça fait deux. Et en regroupant encore, on peut faire trois, quatre, etc. Faut dire qu'il n'a pas été aisé de réunir des

éléments hétéroclites comme CentraleSupélec, l'Université Paris-Sud ou l'ENS Cachan sous la bannière « Université » Paris-Saclay. Personne en réalité ne comprend vraiment ce qu'elle a d'université au vu de l'élitisme affiché. Une université se devant d'accueillir toute-s les bachelier-ères, cet aspect social agace la belle Paris-Saclay. On s'est donc appliqué à séparer le bon grain de l'ivraie, Ainsi, la « marque » Université Paris-Saclay sera réservée aux formations d'« excellence », comprendre à partir du Master, dont l'accès est payant pour les étudiant-e-s étranger-ères (et à terme, payant tout court ?). Et pour le tout-venant, la plèbe étudiante, l'École universitaire de premier cycle Paris-Saclay. Pour en revenir aux classements, les maldisant-e-s maldisent qu'avec une Université Paris-Île-de-France, on aurait été dans les cinq premiers mondiaux. Qu'avec l'université Paris-France, regroupant tout l'enseignement sup et toute la recherche du pays, on aurait même été premier. Quel gâchis ! Un peu d'ambition et plus de béton pour le prochain quinquennat ? Paris-Shanghai, de toute façon, y'a qu'ça d'vrai.

LASTEYRIE KILLED THE RADIO STAR

OU L'HOMME QU'ON N'ÉMET PLUS

Tout commençait si bien entre So fresh Radio 80's et la mairie, wesh. Alain Bouzian, alias DJ F.A.B., animateur de la radio, n'en revient toujours pas. Sont-ils toujours sur la même longueur d'onde ? En 2019, la mairie avait pourtant doté la Maison de Quartier Gallieni, d'où Alain émettait, de la coquette somme de trois mille euros pour l'aménager. Aucune convention mais la radio démarre. It's fresh, it's so fresh. Alain était tout excité et diffusait bénévolement le meilleur de la funk des années 80 pour les Palaisien-ne-s les plus friand-e-s. De la funk, mais pas que. DJ F.A.B. invitait occasionnellement des commerçant-e-s, des personnalité-e-s, des associations impliquées dans la ville. Jusqu'à la campagne municipale, tout va bien. Depuis, ça grésille sur la bande. Il accède difficilement à son local, son matériel reste bloqué dans la maison de quartier. Pourquoi ? Les services de la mairie prennent subitement conscience que la convention censée les unir n'a jamais été établie par l'institution. Désireux d'officialiser, Alain insiste pour signer. Silence radio. « Sommes-nous toujours sur la même fréquence ? », se demande, interloqué, le Disque Jockey. A-t-il diffusé quelque chose qui a hérissé

les poils des oreilles municipales ? Quelques semaines avant le 1er tour des élections municipales, Alain avait proposé aux différentes listes de venir s'exprimer sur sa chaîne. Lasteyrie avait décliné, prétextant, à raison, qu'il ne pouvait mener campagne dans des locaux municipaux. Mais Eric Houët (Palaiseau Ensemble), Claire Pinto et Laurent Caro (Cépal) ont fait chauffer le mic'. Post-élection, la convention peine toujours à être établie. Alain connaît la chanson : chez Delphine Person, y'a l'téléphone qui son et y'a jamais Person qui répond. La maire adjointe à la culture est-elle adepte des boules Quies ? Au conseil municipal, le maire feint l'ignorance et demande, revêche, radio so fresh, mais qui est-ce ? Alain contacte donc la presse, raconte ses déboires et obtient enfin un rendez-vous. Il rencontre l'adjointe et l'interroge sur les véritables raisons de ce brouillage d'antenne. Selon lui, Mme Person, à court de prétextes, boucla le dossier et lui dit : « Mais pourquoi vous avez invité Eric Houët ? » Morale de la chanson : la funky, c'est yes, les expressions politiques divergentes, c'est niet.



MARIE * TORCHON

★ 5 MARS ATTACK ★

En pleine contestation contre la casse des retraites et la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche, le collectif Facs et Labos en lutte appelle à une journée «fac morte» le 5 mars 2020. A Paris, une (nouvelle) manifestation des étudiant-e-s et personnels des universités de la capitale s'organise. A la fac d'Orsay, on se gratte le menton : des manifs, on en fait une ou deux par semaine depuis deux mois. On fatigue, et surtout on voit toujours un peu les mêmes têtes dans les cortèges. Au fil des AGs hebdomadaires, émerge l'idée de tenter autre chose que la transhumance rituelle dans des rues qu'on commence à connaître sur le bout des doigts.

Après moult discussions et quelques coups de gueule, on décide d'organiser quelque chose ici, sur notre campus, avec l'objectif de rencontrer les flippé-e-s et les blasé-e-s des manifs et prendre le temps de discuter des sujets qui nous tiennent à cœur. Le 5 mars sera donc une journée «fac ouverte» (fac morte, c'était trop triste). Pour faire de la place à la diversité des sensibilités, chacun-e peut proposer quelque chose et trouver de l'aide parmi ciels que l'idée motive. Très vite, le programme s'étoffe et on décide que pour caser tout ça, il faudra bien investir un ou deux bâtiments du campus.

Le jour J, au matin, des petits groupes s'infiltrèrent dans les amphis où quelques profs réfractaires font tout de même cours, et proposent aux présent-e-s de les suivre au bâtiment 450 qui fourmille déjà d'activité. A 10h, première discussion intitulée «A quoi bon étudier, enseigner, travailler dans un monde qui s'effondre ? ». Le grand



amphi est plein à craquer : plus de 300 personnes. Côte profs, s'exprime le malaise à former de la chair à produire pour les entreprises. Chez les étudiant-e-s, s'esquisse le sentiment de vivre sans futur. Il apparaît rapidement que la casse des universités est une manifestation locale d'une logique morbide qui attaque tous les secteurs.

La journée se poursuit avec des occupations pour tous les goûts. Dans les amphis, on discute tour à tour de sciences partisans, de l'urbanisation du plateau de Saclay, de la réforme des retraites, des inégalités femmes/hommes dans l'enseignement supérieure et la recherche. Dehors, certain-e-s peignent

une fresque, d'autres fabriquent un énorme bac à compost pour la maison des étudiant-e-s.

Pour prendre l'air (et la pluie), une manif locale part sur les coups de 18h dans les rues d'Orsay. Entre les présent-e-s, la glace est brisée, et la police locale semble penser que de la glace aux vitrines, il n'y a qu'un pas. Le petit cortège est donc encadré par une vingtaine de flics, cagoulés et armés de LBD pour protéger la paisible Orsay de cette horde de manifestant-e-s du campus. La soirée s'étire encore un peu dans un amphi où l'on projette un film. Sous les escaliers, autour des radiateurs, sur le perron, de petits attroupements conspirent à un monde meilleur en avalant les restes du buffet.

Six mois et une pandémie mondiale après, les échos du «5 mars» résonnent encore. Certains groupes, formés à cette occasion, poursuivent le travail amorcé sur les inégalités de genre. D'autres s'attellent à imaginer des alternatives aux culs de sac qui se présentent aux jeunes scientifiques : taffer pour des boîtes privées greenwashées ou participer à l'effort de guerre de l'innovation / excellence / compétition dans le public. Deux voies dénuées de sens et pourtant valorisées socialement. La « fac ouverte » a montré qu'on pouvait, sans perdre le lien avec les luttes nationales, se retrouver sur nos territoires, avec les personnes que l'on côtoie tous les jours et tisser des liens sur des bases communes liées à notre vie quotidienne. Si le confinement et la fermeture de l'université ont étouffé ce qui s'est allumé, il reste encore bien assez de braises pour un joli brasier.

Illustration: Charlotte Josenhans

AGGLO, GLOIRE & OSEILLE

Ché pas si z'aviez vu mais, de Lasteyrie a encore été promu. En catimini, il est élu président de l'agglomération Paris-Saclay. Mais, comment y fait au juste de Lasteyrie, pour être partout comme ça ? C'est qu'il touche 2500 balles seulement à la mairie. Comme il est courageux, il fait aussi conseiller régional, pour pas grand chose, 2500€ (faut s'imaginer le RER la nuit). En tant que président de l'agglomération d'Orsay, faudrait qu'il charbonne encore plus ? Faut reconnaître qu'on le traite mieux la-haut, ça lui fera 5500€ de plus. Ce qui fait péniblement, au bout du compte, 10 000 balles par mois. Ça reste honnête, avec tout le boulot qu'il se coltine le mec, après faudra pas s'étonner s'il frise le burn-out (1). Comme c'est

le nouveau chef de l'agglomération, Lasteyrie peut faire un peu ce qu'il veut. Y peut défaire ses pompes et refaire la déco si ça l'chante et y installer sa petite garde rapprochée. Alors on est ravi pour Julien Grosset qui a su rebondir. Après avoir été chef de cabinet à Sable-sur-Sarthe, il l'a été à Palaiseau quand son ex-employeur était embourbé dans l'affaire Fillon. Il le sera aussi auprès du nouveau président de l'agglomération. Vous allez voir qu'il va finir par emménager dans l'coin. Les Parisiens, tous les mêmes ! Enfin, dans la famille des vieux re-loups de l'UMP, c'est pas fini. L'agglomération célèbre l'arrivée du nouveau Directeur général des services. Pour exécuter sa politique, Grégoire a choisi Frédéric Baudin-Cullere, ancien chef de Cabinet du maire de Meaux de 2002 à 2014, un certain Jean-François Coppe. Entre le p'tit passage de Serge Dassault pour la présidentielle de 2017, la présence de Borloo à une réunion publique, celle de Pécresse aux vœux et de Sarkozy en meeting, Grégoire de Lasteyrie et la vieille droite n'en ont pas fini de faire rêver la petite bourgade de Palaiseau.

(1) L'opinion, 13/11/2018, « Burn-out des Maires, est-ce grave Docteur ? »



Celles qui font et celui qui fait des photos

A Zopal comme partout, il y a des gens qui sont dans de grosses galères. Des gens qui sont pauvres, des femmes et des enfants qui prennent des beignes du patriarcat, des personnes sans logement, des gens isolés, des gens dépendants, à cause de la santé ou de l'injustice sociale. A Zopal comme partout, la pandémie et les confinements ont accru leurs emmerdements. Et les petits réseaux de voisins solidaires sont devenus d'autant plus nécessaires. Dans les quartiers, sur les réseaux sociaux, la dépanne s'installe. Les petits

réseaux d'entraide s'activent : les voisines, les amies réelles et virtuelles (1), les associations de solidarité locale. Ça passe par des dons de produits essentiels pour manger, s'habiller, se laver, des cotisations pour se loger. A Zopal, les collectes du secours populaire et de ces palaisiennes engagées prennent de l'ampleur. C'est beau, la vraie solidarité. Et comme dans toute histoire locale qui se finit bien, ça finit par un réélu qui se fait prendre en photo devant des collectes abondantes dans le but évident de complimenter ces générosités citoyennes.

CHOCOCACA

Depuis quelques semaines, des conférences Zoom organisées par les chercheur-euse-s sont envahies par des trolls qui mettent de la musique et dessinent des pénis sur les écrans. La foire a culminé vendredi dernier lors de la cérémonie virtuelle des remise de prix de thèses (pour habituer les thésard-e-s au fait qu'ils ne sont pas tous aussi excellent-e-s, on distribue à certain-e-s des prix associés à un chèque de 1000 balles). En effet, la présentation a été interrompue par une vidéo scatophile impromptue. Les boucs-en-train ont réussi à s'introduire une nouvelle fois dans la cérémonie après un changement du mot de passe et mis un terme prématuré à la remise des prix en chocolat. Comme quoi, le distanciel, c'est du caca.

DES TABLETTES EN PAPIER

J'étais content, le 8 avril. Je recevais la Lettre du maire. Là, dans ma boîte, en plein confinement ! Ça m'a touché. Pour l'occasion, le Maire avait mis en première page sa photo de communiant. Ça m'a rassuré qu'il sourie comme ça, en première page. Il était comme un phare dans la tempête, un chef de nous-sommes-en-guerre ! J'ai eu envie de me raccrocher à lui en ces temps durs que nous traversons. Et j'ai bien fait parce que bim, là, en page 2, le Maire me parle. A moi. Je te jure que c'est vrai. Le Maire me dit : « l'aide aux devoirs continue, les bénévoles de l'association Satellite et de la Pause Cartable poursuivent leur mission d'accompagnement ». Je suis vachement fier parce que je suis bénévole pour l'aide aux devoirs, tu vois. Tant qu'il me tient, le Maire me balance : « un travail est en cours avec l'Education nationale, pour les enfants ayant tout particulièrement besoin d'un accompagnement. La ville participera à cette initiative en mettant à disposition des tablettes numériques ». Ça tombait trop bien. Le collégien qui me supporte à l'aide aux devoirs n'a qu'un téléphone portable pour se connecter. Le collège à la maison sur un écran 4 pouces, ça commençait à devenir galère. Alors quand le Maire me susurre à l'oreille des promesses de tablettes numériques, eh bien... je suis troublé... je sens monter le désir. Le Maire insiste. Il me parle en gras en bas de la

page 2 : « je vous demande de faire remonter aux services de la ville toutes les situations difficiles dont vous pourriez avoir connaissance ». Alors je décide de sauter le pas. Je fais remonter la situation galère dont j'ai connaissance aux services de la ville par tous les moyens à ma disposition. J'appelle dès le samedi. Je relance le mardi. J'envoie un mail à « contact » le mercredi. Je rappelle le jeudi et je chope le 06 et l'arobase de la Directrice Education en personne ! Je pousse ma situation jusqu'au sommet ! Et là... douche froide. Les tablettes sont réservées aux élèves de l'élémentaire repérés par l'Inspection académique. Normal. Le repérage des situations difficiles, tu vois, c'est sérieux. On peut pas confier ça aux parents ou aux associations. J'insiste : le collège n'a plus de tablettes à distribuer, on pourrait pas faire une exception ? Réponse : nan ! Même si c'est galère ? Même ! Les tablettes, c'est comme les masques, y'en a pas pour tout le monde. Et puis le réseau a trouvé l'amie d'une amie qui a proposé de lâcher une tablette. Comme ça. Sans validation préalable par l'Inspection académique. Une vraie tablette, tu vois, pas une en papier comme celle du Maire. Je sais pas si l'amie d'une amie a l'habitude, elle aussi, de faire une Lettre aux Palaisiens chaque fois qu'elle distribue une tablette, mais si elle fait ça, je m'abonnerai plutôt à la sienne.

DU FERRY AU CRI: HISTOIRE D'UNE LUTTE LOCALE



LEXIQUE

Babosses : babacool babbou.

Cosmos Prize : Comme la médaille Fields, c'est vachement mieux qu'une médaille en chococaca (voir brève p.3)

Maintien de l'emploi : licenciement poliment dit

Amish : Contraction de « amis chelous »

5G : Après la 4G, avant la 6G. Suit le même principe que les iPhones®.

Le CRI qui sonne le glas

Il le disait lui-même : je veux un lieu où ma fille fumera sa première clope, fera sa première soirée... Il voulait un lieu cool pour les jeunes, mais encadré pour éviter des soirées sauvages qui pouvaient déborder ». Il y a d'abord eu quelques résidences d'artistes. Puis, le directeur fait un appel à résidence au tissu associatif palaisien. « Ce sont surtout ces assos qui ont fait vivre le lieu. Nous, les trois employés, on ne pouvait pas tout faire. Le deal c'était : utilisez l'espace, mais en contrepartie, faites vivre le lieu ». Associations et collectifs d'artistes en manque d'espaces d'expression y trouvent un point de chute. Comme l'atelier de sérigraphie Shlag Lab ou l'association OMP qui y organise des concerts et un chantier participatif estival où sont réalisées des constructions en palettes pour son festival Aoutside. Le mélange des profils des résident·e·s du lieu a permis à une flopée de gamin·e·s de s'autonomiser, de partager des savoir-faire artistiques ou artisanaux avec des personnes plus expérimentées.

Très vite, le Ferry devient le lieu de rendez-vous de la jeunesse palaisienne, mais pas seulement. « En plus des soirées et concerts plébiscités par les jeunes, on organisait des brocantes avec les voisin·e·s, des concours de cuisine, du cinéma en plein air, des expos... bref, une programmation qui permettait de brasser les publics, qui faisait que les gens se rencontraient. C'était une vraie mission de service public en fait ». Progressivement, se tissent des liens, se crée une vie de quartier avec ses échanges intergénérationnels, dans le respect d'un lieu, partagé par tous et toutes, qui rayonne dans la ville.

Grégoire arrive: la fête est finie

Et Grégoire de Lasteyrie est arrivé. Élu en 2014, il enchaîne les coups foireux. Coupe budgétaire et dans les effectifs, annulation d'événements puis fermeture au public au prétexte d'insalubrité suite au passage d'une commission de sécurité. Pourtant, l'accueil jeune et le Conservatoire, qui partagent les locaux, poursuivent leurs activités. « Tout en prétendant que le lieu ne fermerait pas, à coup de #Leferrycestpasfini sur Twitter®, la ligne de la mairie était de diffuser l'idée que c'était un lieu pour jeunes dépravé·e·s » nous dit Sandra, porte-parole du Collectif des Usagers du Ferry. Suite à une pétition contre la fermeture du lieu qui a recueilli plus de 1500 signatures, le maire commence à engager des concertations avec le Collectif. Sandra se souvient : « Au départ, Grégoire de Lasteyrie a essayé de nous amadouer en nous faisant miroiter un lendemain pour le lieu ». D'autres épisodes violents se succèdent à commencer par la destruction du mobilier de la cour, le maire prétendant l'avoir stocké aux services techniques. Une tranchée est creusée au milieu de la cour, son utilité n'a jamais été prouvée, mais l'espace a été peu praticable pour les usagers pendant plusieurs mois. En octobre 2015, plus de 300 personnes manifestent dans les rues de Palaiseau contre la fermeture du lieu. Acculé, le maire mandate alors la directrice des affaires culturelles pour « élaborer un projet de lieu de vie » nous explique la porte-parole, « en réalité, c'était pour temporiser, quatre mois de travail pour rien, notre projet citoyen n'a rencontré que le mépris du maire, il avait déjà d'autres projets en tête ».

En juillet 2016, le lieu est évacué à coup d'expulsions musclées sous bonne escorte de la Police municipale. Quelques coups de pinceaux plus tard, « La Fabrique culturelle® » est inaugurée. Coquille vide en guise de pirouette de Grégoire de Lasteyrie, cette galerie d'art branchée n'a jamais trouvé son public.

En 2018, la mairie entre dans le dur et annonce que le nouveau conservatoire s'installera sur le site du Ferry (1). L'actuel conservatoire accueille 930 élèves sur 940 m2. Le futur devrait en accueillir 1000 sur une surface utile de 2400 m2 et seulement 14 places de parking pour les profs. Les riverain·e·s sont vent debout contre ce projet. Au printemps 2019, iels créent une association pour donner voix à leur contestation : les Amis de la Bourbillère, du nom de ce quartier historique de Palaiseau (2). « On a essayé de se mobiliser en faisant une pétition, des tracts, tout ce qui était possible. Mais on a rencontré un mur face à la mairie » déplore Alix, une habitante du quartier et membre de l'association. « Ce projet est incohérent et a été fait sans nous, les riverain·e·s. Lors d'une réunion, l'un des architectes nous avoue même qu'il a travaillé tout le projet depuis google maps ! » Et ça se voit. Le projet ne prend pas en compte les spécificités de ce vieux quartier de Palaiseau. Les maisons construites à même le sol, sans fondations, vont être fragilisées par les travaux. Les habitant·e·s craignent aussi des inondations après la destruction du talus et des arbres qui absorbaient le surplus d'eau. En effet, le quartier est situé sur une nappe d'eau alimentée par la Bourbillère, un des petits affluents de l'Yvette. Les habitant·e·s décident de déposer un recours administratif au tribunal de Versailles pour stopper le projet. A cause du Covid, leur avocat les avertit que le tribunal ne se prononcerait pas avant au moins 6 à 7 mois. « Potentiellement, on pourrait obtenir la fermeture du chantier et la remise en état du site, mais ils font tout pour avancer le plus vite possible, pour empêcher tout retour en arrière. Et là, le tribunal dira que c'est trop onéreux pour remettre le site comme avant. On va certainement être déboutés et il ne se passera strictement rien ». La date de l'ouverture du conservatoire étant prévue pour début 2021, il sera certainement

« M. le Maire m'a écarté à deux reprises du groupe de travail chargé d'étudier le projet du Conservatoire à la Communauté Paris-Saclay. Nous avons découvert ce projet, abouti sans concertation : insuffisance de stationnements, suppression d'un espace vert en centre-ville, circulation, etc. Un tel projet, nécessaire pour tous, ne peut se faire au préjudice des riverain·e·s. J'ai interpellé M. le Maire sur une modification du projet, qui impliquait une indemnisation de l'architecte. Ce conservatoire peut être implanté ailleurs. Même s'il en coûte à la commune, on investit pour 80 années et on pouvait encore corriger. M. le Maire n'a pas reçu mes arguments ». S'il avait pu le dire avant, ça aurait été chouette, nan ? « Quand on est dans la majorité on est solidaire de la majorité. J'étais en charge du pôle écologie environnement, et je défendais d'autres projets ». Ah ouais, pas fou l'ancien élu.

Lutte locale un jour, lutte locale toujours

En parallèle des Amis de la Bourbillère, le Collectif des 13 Tilleuls se forme, et vise à empêcher l'abattage des arbres de la cour. Gwen, une des membres basée à Lozère, nous explique : « Ça a commencé sur Facebook, on était plusieurs à critiquer le projet sur le groupe de la ville « tu sais que tu viens de Palaiseau quand ». On était vraiment intéressé par le côté écolo, l'absurdité d'aller flinguer des arbres. On s'est dit qu'il fallait faire quelque chose, et on s'est appuyé sur la lutte des Amis de la Bourbillère qui existait déjà, des ancien·e·s du Ferry nous ont rejoint aussi. Ça a vite ravivé l'historique de la lutte qu'il y avait eue ».

Début juin, des actions montées par le Collectif sur le site s'enchaînent, alors qu'il est encore accessible : riverain·e·s, habitant·e·s de Palaiseau, élu·e·s des différentes oppositions, militant·e·s associatifs. Pour contre-attaquer, la majorité municipale répète à qui veut l'entendre que le mouvement est récupéré par l'opposition. « A coup de commentaires et de publications, ils ont tenté de décrédibiliser le mouvement comme ils pouvaient. Mais c'était n'importe quoi. Les gens de l'opposition étaient là au même titre que les autres, c'est tout ». Les membres du Collectif comprennent rapidement qu'ils n'obtiendront rien du maire et tentent plusieurs formes d'actions, de l'occupation du site à des actions de blocage du chantier.

D'ailleurs, il n'y a pas que les habitant·e·s du quartier et autres babosses* de Palaiseau qui ragent contre le projet, il y a aussi des gens sérieux : Augustin Barque, Cosmos Prize* 2018, l'équivalent du Prix Nobel de l'écologie, nous avait déclaré que « le projet tel quel, sans consulter les habitant·e·s, n'était pas admissible ». C'est vrai que détruire un des derniers îlots de fraîcheur du centre-ville, qui absorbe l'équivalent en CO2 de 40 bagnoles par an et stocke 25 tonnes d'eau en permanence, ça peut paraître irresponsable. Surtout que Zopal est de plus en plus en proie aux inondations et à la pollution avec le bétonnage du plateau de Saclay.

Mais rien n'y fait, en juin de cette année, entre deux vagues de confinement, Lasteyrie fait couper les arbres de la cour, au grand dam de toutes celles et ceux qui s'y opposent. L'abattage est violent ; dès 4h du mat, le quartier est quadrillé par 40 agent·e·s de police, 20 agent·e·s de la Brigade Anti-Criminalité et le Commissaire, en personne. A 5h, le camion des bûcheron·ne·s arrive sous escorte policière. Les voisin·e·s et autres militant·e·s assistent impuissant·e·s, parfois en larme, à l'abattage des arbres.



trop tard. Alix conclut : « le pire, c'est qu'aucun·e élu·e, ni agent·e municipal·e ne se présente pour discuter avec nous ! Nous sommes des habitant·e·s de Palaiseau ! C'est un véritable mépris pour la population de la part du Maire ».

Et ce n'est pas le précédent élu à l'urbanisme, Dominique Poulain, qui la contredira. Voici son post du 27 mai 2020 :

Pour Gwen, malgré la fin amère, tout n'est pas perdu dans cette lutte, loin de là. « On ne va pas faire oublier au maire son action. Je suis sûre que ça marquera son mandat ».

D'un lieu de vie culturel unique fermé aux 13 majestueux tilleuls abattus en plein centre-ville, la folie immobilière lasteyrienne écrase tout sur son passage. Car le massacre ne s'arrête pas là. On pense au projet immobilier sur la zone naturelle du parc Chabrol, l'opération rue Tronchet. Ou encore aux dingeries urbanistiques qui se passent sur le plateau avec la bénédiction de nos élu·e·s locaux·ales et de l'agglomération. Le Ferry c'est fini, et c'est une vraie page de l'histoire palaisienne qui se tourne. Lasteyrie n'en laissera aucune trace, mais les militant·e·s si, et iels se feront une joie de lui rappeler dans les autres luttes à venir.

Sabrina Belbachir et Raphaël Godechot

Illustration: Dop

[1] Dès 2017, nous avons révélé ce projet, voir Le Petit ZPL #4 et 10.

[2] <https://palaiseau-en-peril.monsite-orange.fr/>, très complet sur le projet du CRI et l'histoire du quartier

[3] L'abattage des arbres s'est fait en pleine violation de la loi de protection des oiseaux (période de nidification) ainsi que de la loi qui interdit les travaux bruyants avant une certaine heure.

En mars, on s'confine. Mais qu'en est-il au CRA ?

Pendant le premier confinement, le Centre de Retention Administrative (aka CRA, aka prison pour sans-papiers) de Palaiseau avait été fermé. Pourquoi ? Eh bien, c'est assez logique, en temps coronavirussien. Premièrement, il fallait éviter les rassemblements de personnes. Or, dans ce CRA, peuvent se côtoyer jusqu'à 39 retenus, auxquels il faut ajouter des policiers, des membres de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et de FTDA (France terre d'asile). Ça en fait du monde sous le même toit qui peut se refléter le virus ! Deuxièmement, on enferme les gens dans les CRA dans le but de les expulser. Et vu la pandémie mondiale, c'était pas très anti-propagation d'envoyer des gens aux quatre coins du monde. Alors on est rassuré et bien content·e que la décision de fermer le CRA ait été prise... Comment d'ailleurs ? Le gouvernement qui a tant à cœur de lutter contre le virus ? Eh bien non, c'est le travail acharné des associations et des avocat·es impliqué·es dans le droit des étranger·ère·s qui a permis leur fermeture. Dingue ça. En tout cas, à Palaiseau, la plupart des retenus avaient été libérés, sauf deux d'entre eux qui se sont malheureusement retrouvés au CRA du Mesnil-Amelot.

Déconfinement, c'est la teuf, on remet les CRA en route

L'été arrive, on déconfiner, le virus, on l' maîtrise avec deux-trois gestes barrières, pas de raisons de laisser les CRA vides ! Alors hop, on enferme à nouveau les sans-papiers. Avec des conditions d'enfermement adaptées bien sûr, faut respecter les mesures sanitaires. Enfin, au moins quelques unes. Pour le CRA de Palaiseau, on a appris par un retenu via une asso locale qu'y avait pas de gel à disposition et que l'accès au savon, c'était deux fois par jour. Mais bon, ils ont des masques et ils sont plus

NOZAY : À NOKIA, LES SALARIÉ·ES CONTRAINT·ES DE «CREUSER LEUR PROPRE TOMBE»

Ça coupe sec à Nokia : plus de mille postes supprimés à Nozay (Essonne) et à Lannion (Côtes-d'Armor). L'entreprise invoque la « réduction de ses activités » (1) alors que ses bénéfices grimpent en flèche et qu'elle bénéficie massivement des crédits impôt recherche. Au programme : délocalisation et dividendes, business as usual.

Devant les portes de Nokia, des pancartes bleues ornent la cime des grilles. Comme des têtes au bout de pieux surplombant la rue, ces bouts de carton de formes humaines donnent un avant-goût du futur des salarié·es. V'la l'ambiance à Nozay. Le 22 juin 2020, le verdict tombe. Libérée de ses engagements en terme de maintien de l'emploi* en France, Nokia coupe à la hache dans ses effectifs. Avec le site de Lannion en Bretagne, on en est à 986 postes supprimés depuis la révision du plan social (2). Et avec les précédents plans sociaux, on atteint les 1683 licenciements.

Rationalisez qu'ils disaient

« Perdre un emploi, c'est pas évident, ça engendre beaucoup de difficultés économiques. Moi, je suis dans le groupe depuis 16 ans et je fais partie du service qui va être délocalisé » témoigne Leyla durant la manifestation des salarié·es de Nokia à Paris. Eh oui, car l'entreprise ne fait pas que licencier, elle délocalise en même temps dans des pays à bas coûts nous dit Leyla : « On nous oblige à former des groupes de travail en Hongrie parce qu'on serait trop cher en France apparemment ». Un argument contestable selon un cadre : « Ils vont délocaliser dans des pays qui sont pas forcément moins chers, il y a la Pologne, la Finlande, mais il y a aussi les Etats-Unis ! ». De plus, les salarié·es risquent une sanction s'ils refusent de faire le transfert de compétences à ceux

qui les remplaceront. « C'est comme creuser sa propre tombe » assure-t-il.

Redevenue rentable l'an dernier, l'entreprise justifie son choix par une volonté de « rationalisation de ses activités en France dans le cadre d'un programme mondial » (1). Comprenez : toujours plus de profits. Philippe Buet, ingénieur en recherche et développement, soupire : « Tous les discours qui ont été tenus depuis le début, c'était : «oui on va maintenir l'activité en France, on va maintenir l'emploi». C'est des menteurs, c'est tout ». Le pôle R&D de Nozay, spécialisé dans le domaine de la 5G*, avait pourtant fait les choux gras de l'entreprise. Epargné par les précédents licenciements, il avait permis à l'entreprise d'acquiescer de nombreux contrats commerciaux : « ils ont gagné beaucoup de contrats avec des opérateurs français et pour les avoir, ils ont justement mis en avant le fait que la R&D était en France ! Les ingénieur·es ont travaillé d'arrache-pied, le week-end, les jours fériés, et vu qu'ils sont cadres en majorité, leurs heures sup' n'ont pas été payées ». Même constat de la part d'Ibrahima qui souligne, drapeau de la CGT à la main : « Ils sont en plein essor, économiquement parlant. Rien qu'avec le site de Nozay, ils font 25 % du chiffre d'affaire mondial » précise-t-il. « Ils ont des contrats chez SFR, chez Orange, chez Free. Le seul opérateur qu'ils n'avaient pas encore, c'était Bouygues, et finalement, ils viennent de signer un accord avec eux ».



Chiffres d'affaires, profits et dividendes en tous genres

On se demande bien comment l'entreprise fait pour justifier autant de « rationalisations » alors. « Ils disent que le business va mal en France » explique Ibrahima. Oui, on la connaît celle-là. « L'entreprise nous dit : «oui, en France les salaires sont élevés», sauf qu'ils oublient de prendre en compte le crédit impôt recherche dont ils disposent largement depuis le début » témoigne un cadre de la société. Selon un rapport du Syndex, Nokia aurait bénéficié d'un montant de 273 millions d'euros d'aides de crédit impôt depuis 2015 (3). Ce même rapport note également un niveau de stress chez les employés de plus de deux fois supérieure à la norme, et parle même d'un « management très autoritaire » nous rapporte Claude Jossier, représentant CGT de Nokia.

En mars 2019, le représentant syndical avertissait déjà de l'appétit insatiable du géant finlandais : « Le PDG veut d'ici

2021/2022 doubler les dividendes par action » (4). On en était alors à 4,5 milliards de dividendes distribués aux actionnaires sur 3 ans. Avec un chiffre d'affaire de 23,3 milliards d'euros pour l'année 2019, on imagine que le portefeuille des actionnaires a encore gonflé. Et c'est sans compter les 39 millions d'impôts sur les bénéfices évités en trois ans. Mais bon, askip il n'y a pas d'argent magique.

Disconnecting people

Désarmé·e face à une mesure « basée sur de mauvais arguments » selon un cadre de l'entreprise, les salarié·es se posent également la question de l'impact des licenciements sur le déploiement de la 5G*. Pour autant, celle-ci ne devrait pas en être impactée, les processus étant déjà largement automatisés nous rassure Thierry Boisnon, directeur de Nokia France (5). Que Macron se félicite, le plan social ne devrait donc pas impacter l'arrivée du « progrès » en France (6). A ce stade de développement de la 5G*, les processus deviennent, eux aussi, délocalisables.

C'était d'ailleurs Macron lui-même, lorsqu'il était encore ministre de l'économie, qui assurait en toute sincérité : « il n'y aura aucune destruction d'emploi en France » (7), « le nombre d'emplois sera le même et même davantage ». L'intelligence, ça se délocalise aussi apparemment. Les Amish* attendront, mais les salariés, eux, risquent de finir sur la touche.

Gabriel Gadre
Illustration: John

- (1) Libération, 20 septembre 2020, Licenciements : chez Nokia, après de bons résultats, un plan « suicidaire ».
- (2) Libération, 23 octobre 2020, Nokia révisé son plan social, 900 emplois toujours menacés.
- (3) Capital, 17 septembre 2020, Nokia licencie en France après avoir engrangé les subventions.
- (4) CGT Essonne, Encore 408 licenciements chez Nokia, non mais Allo ? • UD CGT 91
- (5) La Tribune, 22 juin 2020, Nokia veut tailler à la hache dans ses effectifs de R&D en France.
- (6) Le Parisien, 15 septembre 2020, VIDÉO. Macron défend la 5G contre « le modèle amish ».
- (7) Les Échos, 14 avril 2015, Fusion Alcatel-Nokia: pas de suppression d'emplois en France, assure Macron.



qu'un par chambre (au lieu de deux). Ça permet de respecter la distanciation.

Par contre, on peut se demander pourquoi rouvrir les CRA. Malgré le déconfinement, la majorité des frontières étaient toujours fermées. Pas toutes, certes. Par exemple, certains pays exigent un test négatif. C'est-à-dire que deux jours avant leur expulsion, la police demande aux retenus de passer le test PCR. Et attention, en cas de refus, le risque est gros : « Plusieurs personnes ont déjà été condamnées à des peines de prison ferme ou avec sursis » nous dit la Ligue des Droits de l'Homme (1). « Le commun des mortels a le droit de refuser de se faire tester, mais pas quand on est en CRA » (2) résume Assane Ndaw, spécialiste de la rétention chez Forum réfugiés-Cosi. Des peines tout à fait aberrantes, mais bon, c'est des sans-pap', qui s'en soucie ?

Deuxième vague, deuxième confinement : au CRA, c'est cra-cra

Après les beaux jours, le virus est toujours là. On referme les bars, les restos, on s' reconfiner... On referme les CRA ? Bah non, il semble que ce soit de première nécessité. Dans la vie, il faut manger cinq fruits et légumes par jour, boire deux litres d'eau, et enfermer les sans-papiers. C'est très important. On enferme, on enferme, mais les gestes barrières ? Quelles sont les conditions de rétention ? Eh bah, pas top, faut bien avouer. On peut même dire déplorables. A Mayotte, même la police demande la fermeture du CRA (3). A Lyon et Marseille, des retenus ont entamé une grève de la faim pour alerter sur la situation catastrophique : « on a des habits sales. Y'a pas de nettoyage des chambres. On est 5 personnes dans une pièce de quatre mètres sur deux. [...] Il y a des gens qui ont attrapé le coronavirus depuis une semaine ils sont là, ici, avec nous. Ils les ont emmenés en isolement, ils sont sortis positifs, ils les laissent dans notre chambre, avec nous. Y'a pas les moyens

sanitaires. Y'a pas de masques. Ils donnent pas les produits sanitaires pour se laver les mains, pour ça y'a rien. » Aucune mesure n'est prise face à la multiplication des cas : « Ils ont dit, débrouillez-vous, marchez pas à côté d'eux [ndir les personnes malades] c'est tout » (4). La réponse policière est violente : « la Police aux Frontières (PAF) se déchaine toujours plus et n'hésite pas à faire usage

impossible. Deux Algériens enfermés à Palaiseau début novembre se trouvent dans cette situation, la frontière franco-algérienne étant fermée. Et ça pose un énorme problème sur le plan éthique, et juridique. A la base, la raison d'être d'un centre de rétention, c'est d'expulser, et pas d'enfermer. L'enfermement, ça s'appelle de la détention. C'est réservé aux délits ou crimes. Rétention et



de la violence et à intimider les prisonniers, pour faire taire leurs tentatives de dénonciation et de contestation. En début de semaine, un retenu a ainsi été passé à tabac. » dénoncent des militant·es (5).

De la rétention à la détention

Durant la deuxième vague de l'épidémie, la situation a peu évolué : les frontières hors Union Européenne sont quasiment toutes fermées. Ce qui rend l'expulsion de retenu·es, pour la majorité, techniquement

détention, c'est pas la même chose, c'est con, à une lettre près. Et, du coup, c'est illégal d'enfermer une personne qui n'a commis aucun crime. L'enfermement en centre de rétention, déjà xénophobe et inadmissible en temps normal, est un acte illégal dans la situation actuelle. En plus, il revient aux retenu·es d'apporter la preuve aux juges qu'ils sont illégalement détenu·es. Mais des documents officiels attestant la fermeture de telle frontière, ça n'existe pas. Pas de bol. Les retenu·es vont donc continuer à purger une peine totalement injuste.

Cramalgame

Dernièrement, les retenus de Palaiseau sont plus d'un par chambre. Le phénomène est général selon le Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté, autorité administrative indépendante qui indique que la capacité d'accueil des CRA « limitée un temps à 50 % pour freiner la propagation du virus est progressivement passée à 60, 70, voire 90 % dans certains centres. Les personnes retenues sont regroupées à deux, voire trois par chambre » (6). Mais pourquoi abandonner la règle de la distanciation physique, mesure sanitaire fondamentale ? On ne peut que spéculer. On se demande si le gouvernement ne serait pas un peu sensible à un argumentaire d'extrême droite, revenu à la mode depuis les derniers attentats : on parle de l'amalgame xénophobe consistant à confondre terroriste et migrant (7). Ça expliquerait ce choix infect d'enfermer plutôt que lutter contre la propagation du virus.

Ferme ton CRA

Le Contrôleur des lieux de privation de liberté s'inquiète tout autant que nous : « le fonctionnement des CRA semble aujourd'hui porteur de risques graves pour la santé des personnes retenues et des fonctionnaires qui les prennent en charge, ainsi que d'insécurité juridique du fait de l'absence de perspective raisonnable d'éloignement » (8). Bref, les CRA, dépositaires de tout ce qu'on trouve de plus mauvais dans notre politique (enfermement abusif, racisme étatique et gestion préoccupante de la crise sanitaire), doivent fermer au plus vite.

Manth

- (1) www.ldh-france.org
- (2) www.sudouest.fr/2020/09/24/
- (3) www.streetpress.com
- (4) crametoncralyon.noblogs.org
- (5) mars-infos.org
- (6) www.cgpl.fr/2020
- (7) www.lacimade.org et france-terre-asile.org
- (8) www.cgpl.fr/2020

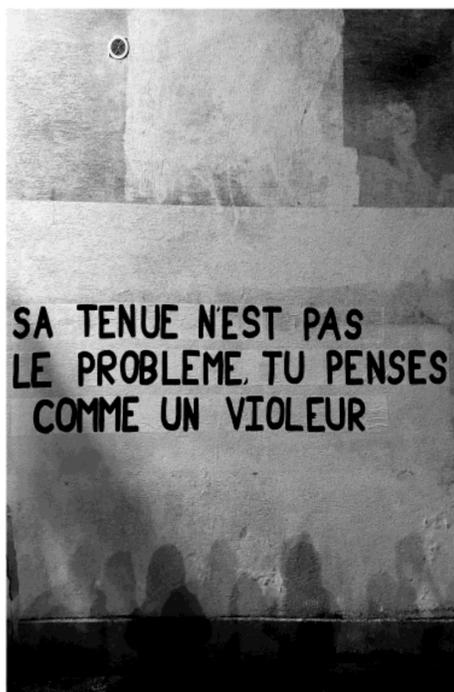
DES COLLAGES À ZOPAL



Le mouvement des collages féministes a débuté dans les rues de Paris, il y a un peu plus d'un an. Les slogans placardés sur les murs par des groupes de femmes et minorités de genre* dénonçaient au départ les féminicides*, puis d'autres thèmes sont apparus, tels que la culture du viol, le racisme, la transphobie*. Le mouvement s'est répandu progressivement partout en France. Retour sur les collages qui ont fleuri dans les rues de Zopal ces trois derniers mois.

Le sexisme ne s'arrêtant pas au périph', l'aventure a continué à Palaiseau en juin 2020 avec cinq amies. L'une d'elles ayant participé à des sessions collages sur Paris, l'idée émerge de se mettre à coller là où elles habitent. Les colleuses ont ainsi investi les rues de Zopal avec des slogans qui marquent les esprits : « LE SEXISME EST PARTOUT, NOUS AUSSI », « VIOLEUR, À TOI D'AVOIR PEUR », ou encore « 1% DES VIOLEURS CONDAMNÉS, QUE FAIT LA JUSTICE ? ».

Trois colleuses m'ont raconté comment se déroule une session collage made in Zopal. En général, elles se retrouvent autour d'un atelier apéro-peinture où elles sélectionnent leurs slogans, les peignent en lettres majuscules noires sur feuilles blanches A4 et attendent que la peinture ait séché. Puis c'est la session collage qui démarre. Chacune a alors un rôle bien déterminé : l'une d'entre elles applique une première couche de colle, une autre tient le paquet des lettres qui formeront les slogans, une autre plaque ces lettres au mur, l'une passe une seconde couche de colle dessus, et enfin une dernière fait la sentinelle. Le groupe étant victime de son succès, elles sont aujourd'hui une quinzaine et l'atelier-apéro est désormais séparé de la session collage pour prendre le temps de se rencontrer et de se former.



Elles m'ont aussi raconté les risques qu'elles prennent lorsqu'elles vont coller le soir, et les ennuis qu'elles ont déjà rencontrés. Cela va du banal au flippant. Niveau 1 : les hommes en voiture qui les klaxonnent ou les sifflent, parce que le harcèlement de rue c'est si habituel que ça fait même plus peur (à tous les harceleurs de rue, les colleuses ont un message pour vous : « REGARDS INSISTANTS, NIQUEZ-VOUS, CORDIALEMENT »). On passe au niveau 2 : les hommes qui viennent vous menacer d'appeler untel si vous n'arrêtez pas ce que vous êtes en train de faire. Enfin, le niveau 3 : vous faire suivre en voiture par un homme qui vous prend en photo pour pouvoir vous dénoncer. Evidemment, ce n'est pas comparable à ce qui est arrivé à quatre colleuses de Montpellier (elles se sont fait renverser volontairement par un homme en voiture (1)). Mais il faut reconnaître que le risque zéro n'existe pas. Certain-e-s seraient tenté-e-s de dire qu'elles n'ont qu'à pas coller pour ne prendre aucun risque. Petit rappel : il n'y a pas besoin de coller des slogans féministes la nuit pour ne pas être en sécurité quand on est une femme.

Enfin, il y a aussi le risque de se faire arrêter par la police, même si cela ne leur est encore jamais arrivé. M'enfin, le message que leur adresse la mairie de Palaiseau est très clair : des agent-e-s de nettoyage sont envoyé-e-s le matin même pour enlever les collages apposés la veille. Faut croire que les violences sexistes et sexuelles ne valent même pas la peine d'être dénoncées à Palaiseau. Revenons maintenant sur les motivations qui animent les colleuses de Palaiseau. Placarder des slogans féministes dans la rue est loin d'être un acte anodin. Les personnes qui le font veulent interpeller les passant-e-s, rappeler à la société ce qu'elle ne veut pas voir et surtout soutenir les femmes et minorités de genre qui subissent les violences sexistes au quotidien. Toute personne ne faisant pas partie du groupe dominant (spoiler alert : le groupe des hommes cis-genres*) le sait : la nuit, on rase les murs pour aller d'un point A à un point B le plus vite possible. Donc quand ces femmes investissent les rues de Zopal la nuit, c'est un acte politique.

Ces collages dans Palaiseau sont devenus très populaires malgré les quelques personnes mal avisées qui retirent avec leurs petits doigts rabougris les lettres des slogans. Comment des bouts de papier peuvent-ils autant vous froisser au point de vouloir les retirer, alors que tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son conjoint en France (2) ? Preuve en est sur le compte Instagram @collages_feministes_palaiseau : les likes et messages privés de remerciement pleuvent. Et il faut dire que les slogans ont de quoi attirer l'œil : toujours percutants, ils suivent l'actualité. Des passant-es ont ainsi pu profiter des slogans « ROMEO QUE TU LES AIMES MAIS C'EST TOI QUI LEUR FAIS DU MAL #MOHA ». C'est en référence aux rappers Roméo Elvis et Moha La Squala qui ont récemment fait la une des médias, l'un pour avoir agressé sexuellement une femme (3), l'autre pour avoir séquestré et agressé sexuellement au moins trois femmes (4). « POLANSKI TA PLACE EST AU PLACARD, PAS AUX CÉSARS ! » fait évidemment référence à Roman Polanski (dit Violanski), ce cher vieux monsieur accusé de 12 agressions sexuelles et qui avait été récompensé l'année dernière du César du meilleur réalisateur. Eh bien cette année, c'est le pompon, il fait partie de la nouvelle assemblée générale des Césars (5) !

Enfin, pour finir sur du local (on est dans le petit ZPL pardi), le 18 septembre dernier, un jour où il faisait 27°C, une élève du collège Joseph Bara avait été convoquée au bureau du CPE pour tenue inappropriée, parce qu'elle portait un short. Les colleuses ont été informées de cet incident par une proche de cette collégienne et ont décidé de dénoncer cette mésaventure en placardant sur le collège « MON SHORT N'EST PAS UNE INVITATION ». Jamais. Parce que les femmes et les filles doivent pouvoir s'habiller comme elles le souhaitent, sans la culture du viol qui leur dicte leurs tenues. Des élèves du collège ont tenu à remercier les colleuses d'avoir agi face à cette injustice.

Tant qu'il restera des violences sexistes et sexuelles dans notre société, les groupes de collage féministes seront là pour dénoncer ce que la société veut garder caché. Merci à ces personnes qui font ce travail d'intérêt public bénévolement.

Alice

T'as capté ?!

* Les minorités de genre regroupent les personnes ne s'identifiant pas comme cis-genres.

* Une personne cis-genre est une personne dont l'identité de genre est en accord avec le sexe qui lui a été assigné à la naissance.

* Un féminicide est le meurtre d'une femme en raison de son genre. En 2019, 152 femmes ont été victimes de féminicides en France (recensement effectué par le Collectif Féminicides par compagnons ou ex).

* La transphobie désigne les discriminations et violences perpétrées à l'encontre des personnes transgenres. Une personne transgenre est une personne ayant une identité de genre différente de celle correspondant au sexe qui lui a été assigné à la naissance.

(1) franceinfo.fr - 04/09/2020 « Interview France 3. Montpellier : un chauffard fonce volontairement sur 4 colleuses d'affiches »

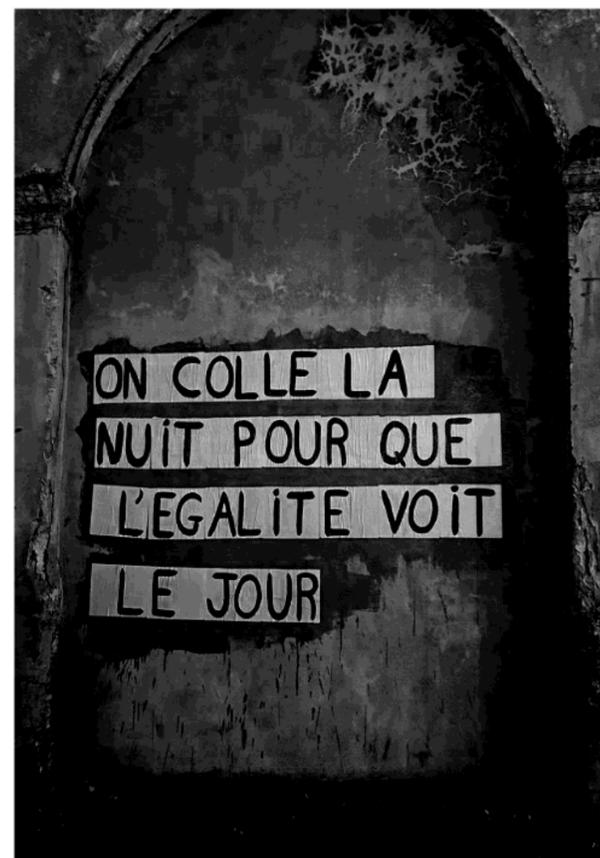
(2) lefigaro.fr - 18/08/2020 « Violences conjugales : 146 femmes tuées par leur compagnon ou ex-conjoint en 2019 »

(3) streetpress.com - 11/09/2020 « Roméo Elvis m'a agressé sexuellement, la victime témoigne »

(4) lemonde.fr - 08/09/2020 « Le rappeur Moha La Squala visé par des plaintes pour agression sexuelle »

(5) leparisien.fr - 15/09/2020 « Les Césars se modernisent... mais gardent Roman Polanski »

Pssst... Une cagnotte pour aider les colleuses à financer leurs dépenses liées aux collages (ça coûte des sous la colle, le papier et la peinture) : <https://www.helloasso.com/associations/collages-feministes-palaiseau/formulaires/2/widget>



La culture du viol, c'est quoi ?

Quand on parle de culture du viol, on parle d'un ensemble d'idées reçues, de croyances et de pratiques partagées par l'ensemble d'une société qui rendent les violences sexuelles envers les femmes acceptables et laissent les agresseurs dans l'impunité. Penser que les violeurs sont des détraqués qui violent leurs victimes la nuit dans une ruelle sombre sous la menace d'un couteau, c'est la culture du viol. Trouver normal que les femmes rentrent accompagnées la nuit pour éviter de se faire agresser, c'est la culture du viol. Penser qu'une femme a pour devoir de satisfaire les 'besoins' sexuels de son conjoint, c'est la culture du viol. On peut continuer longtemps comme ça. À celles et ceux qui veulent en savoir plus sur ce sujet, le plus simple est d'aller lire *En finir avec la culture du viol* de Noémie Renard et *Une culture du viol à la française* de Valérie Rey-Robert.

J'ESPÈRE QUE TU AS HONTE

Nous avons reçu ce témoignage d'une agression sexuelle commise à Palaiseau. Nous le publions à la demande de l'auteurice du texte.

Attention : ce texte comporte la description d'une agression sexuelle.

Nous le publions en soutien de la victime.

Nous avons échangé avec l'agresseur qui reconnaît la véracité des faits.

L'équipe du Petit ZPL

L'été dernier, j'ai été invitée à la fête d'un très bon ami, à Palaiseau. Appelons-le P.

Je me suis rendue à cette soirée dans laquelle je connaissais plusieurs personnes. J'ai beaucoup bu. J'ai flirté, j'ai dansé, j'ai encore bu. J'ai fini par m'allonger dans une chambre vide. Je me souviens des visages plus ou moins connus qui défilaient, me demandaient si j'allais bien, des inconnus qui me dévisageaient. La soirée était ouverte à tous, et brassait peut-être une centaine de personnes. Et je ne me sentais pas en sécurité de m'endormir dans une pièce dans laquelle n'importe qui pouvait entrer.

J'ai reçu un SMS de P., ivre mort, que M., sa copine, avait couché dans sa chambre. Il me demandait si j'avais du feu, et me disait de venir. J'ai trouvé l'énergie de me lever et de les rejoindre tous les deux dans cette chambre à l'étage, partie de la maison interdite au public. Je me disais que quitte à m'endormir quelque part, autant se mettre en sécurité.

Je me souviens d'être entrée, d'avoir discuté quelques minutes avec eux deux, avant de m'écrouler sur le lit et de m'endormir. Il était 2h30 du matin.

Quand je me suis réveillée, la lumière de la chambre était éteinte, j'étais dans l'exacte même position dans laquelle je m'étais endormie : sur le ventre. J'avais encore mes chaussures, mes bijoux et mes habits : un short et un débardeur. Sous l'effet de l'alcool et de la fatigue, je n'ai pas tout de suite compris ce qui se passait : quelqu'un était au-dessus de moi, collé à moi, en train de toucher chaque partie de mon corps à laquelle il avait accès.

P. écartait mes jambes pour pouvoir toucher mon sexe, passait ses mains sous mon débardeur et essayait de toucher mes seins au-dessus de mon soutien-gorge. Il pressait son sexe contre mes fesses, donnait des coups de reins, de plus en plus fort. Il avait gardé ses vêtements et n'avait pas enlevé les miens, mais je pouvais sentir son érection. J'entendais ses gémissements de plaisir, car sa bouche était juste au niveau de mon oreille, je pouvais sentir chaque coup de reins quand il se frottait contre moi. C'était mon ami. Complètement ivre. Qui continuait de gémir son désir à mon oreille en prononçant mon prénom pendant qu'il passait progressivement ses mains sous mon short.

Sur le moment, j'ai été incapable de réagir. La seule solution qui s'imposait était de faire semblant de continuer à dormir et d'attendre que ça passe. Rétrospectivement je pense que je n'étais pas en état d'assumer ce qui était en train de se passer : assumer que mon corps était en train de provoquer une situation aussi glauque et malsaine.

Des pas se sont fait entendre dans l'escalier et quelqu'un est entré dans la chambre, et a allumé la lumière. Il a bondi sur le côté, et s'est allongé en faisant semblant de dormir, sans rien dire. La personne n'est pas restée, elle a éteint la lumière et a refermé la porte. Il est revenu à la charge. Doucement d'abord, en effleurant mes bras et mon cou, puis en se remettant de nouveau sur moi. Un moment plus tard, quelqu'un est de nouveau entré, même schéma. Et moi j'étais toujours incapable de faire un geste, ou de dire un mot.

Pour la troisième fois, une fille est entrée - appelons-la J. - il a fait semblant de dormir, elle a allumé la

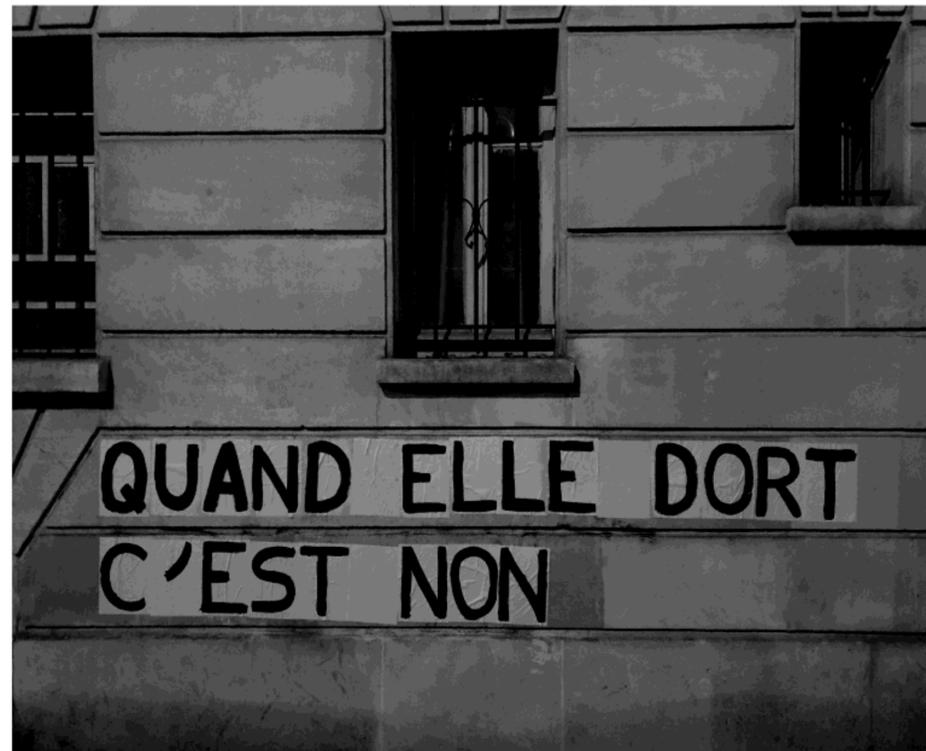
lumière et s'est avancée vers le lit. Elle a commencé par le « réveiller » et a demandé mon prénom, si je dormais, elle lui a dit que la soirée était finie et que je devais partir. Il s'est « rendormi ». Elle m'a « réveillée », m'a redit la même chose qu'elle venait de lui dire. Je me suis levée et je suis partie. Il continuait de faire semblant de dormir. Probablement trop honteux pour me regarder.

Il était 5h du matin quand j'ai regardé mon téléphone. Je ne pense pas avoir été éveillée plus de quinze minutes. Et je ne sais pas quand il a commencé à me toucher, mais j'ai été endormie près de deux heures et demie à côté de lui.

J'avais eu le temps de raconter à une autre amie ce qu'il s'était passé en sortant de la soirée, juste après, mon amie avait répété ce que j'avais dit à M.. L'information était remontée jusqu'à P. et il m'a envoyé un message le lendemain.

Notamment sa copine à lui, M., - relation libre - qui m'a très clairement expliqué son point de vue. Le lendemain de la fête - elle m'a appelée pour qu'on se voie, suite au message que j'avais envoyé à P. - elle m'a assuré que quand je suis montée les rejoindre, ils étaient l'un comme l'autre convaincus que je venais pour passer un moment sexuel avec lui. Elle m'a expliqué que la raison pour laquelle il s'était si vivement écarté de moi quand d'autres personnes rentraient dans la chambre, c'était parce qu'il n'assumait pas d'être en train de « faire des trucs » avec une autre fille alors qu'elle était, elle, dans la maison, et non parce qu'il savait que ce qu'il était en train de faire était une agression.

Elle était terriblement désolée que ce soit arrivé, et c'est même elle qui avait envoyé J. me « réveiller » et mettre fin au cauchemar, parce qu'elle suspectait qu'il se passait quelque chose d'anormal dans cette chambre.



Collage par l'auteurice de ce témoignage

« Coucou, on peut s'appeler si tu veux bien ? Je n'ai presque aucun souvenir de la soirée, mais on m'a raconté des trucs pas cools ». Le coup de l'amnésie m'a tellement mise en colère que j'ai tout débâillé. J'ai qualifié ce qu'il m'avait fait : une agression sexuelle, je lui ai exprimé à quel point il me dégoûtait et à quel point il devrait avoir honte. Je lui ai assuré que moi je me souvenais très bien de ce qu'il s'était passé et qu'il était hors de question qu'il s'en sorte en jouant cette carte-là.

Il n'a pas répondu sur le moment, mais m'a envoyé un message quelques jours plus tard, en me disant à quel point il était désolé, à quel point il était un monstre, à quel point il ne s'était pas rendu compte qu'il m'agressait : il pensait que j'étais dans une situation de « consentement non assumé ». Il était convaincu que j'avais envie de lui, mais que j'avais choisi de ne pas exprimer ce consentement. Aujourd'hui, un homme peut se penser irrésistible au point de ne pas faire la différence entre consentement et agression ?

En 2020, un homme intelligent, éduqué aux questions de consentement sexuel, se revendiquant allié féministe, ne saurait pas différencier une fille ivre morte, endormie, immobile pendant plusieurs heures, d'une fille consentante ?

L'ironie réside aussi dans le fait qu'il avait, avant la soirée, fait une déclaration publique sur les réseaux sociaux à propos d'éventuels comportements déplacés, de nature sexiste ou sexuelle, de la part des hommes invités, et en précisant qu'aucun écart ne serait toléré.

Le pire n'a pas été l'agression en elle-même, mais la réaction des quelques amis communs qui ont été informés de cet événement.

« Ça me fait penser que tu étais consentante, mais que tu n'assumais pas quand mon amie est venue te réveiller »

« C'est pas facile pour moi non plus, sache-le »

« Franchement, quel serait l'intérêt pour lui de t'agresser consciemment, alors que s'il avait envie de sexe, j'étais juste en bas, dans la même maison ? »

J'ai essayé, lors de cette rencontre, de lui faire entendre raison : elle refusait, et refuse encore de croire qu'il était parfaitement conscient du fait que j'étais endormie. Voici un florilège de ce qu'elle a pu me dire :

« Moi : Je dormais. Je ne bougeais pas, je ne parlais pas, je n'émettais aucun son. Dans quel monde a-t-il pu penser que j'étais éveillée, et que j'en avais envie ? Il est éduqué sur la question, il se dit féministe, à quel moment a-t-il pu penser que j'étais éveillée ?

— M. : Tu sais, ça peut arriver de mal interpréter...

— Moi : Il n'y avait rien à interpréter, je dormais, je ne bougeais pas, je ne parlais pas.

— M. : Il ne s'est pas rendu compte, il avait énormément bu.

— Moi : Tu ne trouves pas ça étrange que le lendemain il m'ait dit en premier « je n'ai quasiment aucun souvenir d'hier soir », et qu'ensuite quand je le confronte il change de discours en me disant qu'il pensait que j'étais éveillée et consentante, et qu'il ne s'est pas rendu compte que je dormais ?

— M. : Tu sais, on peut oublier le lendemain d'une soirée, et ensuite il y a des trucs qui te reviennent petit à petit.

— Moi : Tu ne trouves pas ça étrange que quand J. soit venue me « réveiller », il a fait semblant de dormir aussi ? S'il était dans une posture de pensée selon laquelle il pensait que j'étais éveillée et consentante, et qu'on venait de faire des bails consentis, pourquoi a-t-il fait semblant de dormir ? Pourquoi a-t-il fait semblant de se rendormir quand elle m'a « réveillée », pour ne pas avoir à croiser mon regard ?

— M. : Je ne sais pas, chacun réagit différemment, je ne suis pas dans sa tête.»

Mais elle a quand même tenu à préciser qu'il « n'y a pas mort d'homme », que personne n'avait été violé. Et surtout, surtout, que vraiment « il ne s'était pas rendu compte de ce qu'il faisait ».

Nous nous sommes revues, elle et moi, trois mois plus tard, à sa demande à elle. Elle était en colère et ne comprenait pourquoi je ne « lâchais pas l'affaire ». Elle a également tenté de m'expliquer en quoi mon comportement ces dernières années avait amené P. à penser que je montais dans cette chambre, à la fête, pour passer un moment intime avec lui.

« Tu fais toujours un peu l'innocente en mode « Ah non, mais c'est juste un ami », tu n'assumes jamais, mais tu aguiches toujours. Moi j'ai toujours eu un problème avec ça, ta manière de chercher, de jouer, mais ensuite quand on te confronte tu dis que tu ne comprends pas et que c'est toujours « platonique ».

Elle a minimisé et banalisé l'agression : « Je ne comprends pas pourquoi tu ne laisses pas passer, pourquoi tu ne passes pas à autre chose, il y a des trucspires... »

« J'ai une amie à qui la même chose est arrivée, et aujourd'hui elle est toujours pote avec le mec... alors pourquoi toi... ? »

« L'alcool n'excuse pas tout, je sais, mais quand même : il avait vraiment beaucoup bu, je ne l'ai jamais vu comme ça. »

« Moi j'ai des doutes sur ta sincérité dans cette histoire, par exemple, le fait que J. ait mis autant de temps à te « réveiller » comme si tu n'assumais pas le fait que tu venais de faire des bails avec mon copain, et tu as même demandé si c'était moi qui l'envoyais.

En 2020, quand un homme d'un groupe d'amis agresse une fille du même groupe d'amis, il est plus facile de remettre en doute le discours de la femme, que d'accepter l'idée que son (petit) ami est un agresseur qui avait conscience qu'il agressait au moment où ça se passait.

Il est plus facile de slut-shamer*, de minimiser, de chercher des excuses, que d'assumer l'idée que quelqu'un qu'on aime est un agresseur.

« On connaît tous des victimes, mais pas un agresseur » je suppose que cette phrase devrait être reformulée « On trouvera toutes les excuses du monde à quelqu'un qu'on aime, pour ne pas avoir à le voir comme le pire agresseur possible » en l'occurrence, leur excuse, servie sur un plateau, sa parole contre la mienne : « Je ne savais pas que j'agressais. »

Et bien moi je sais que tu mens quand tu dis ça. Tu peux raconter ce que tu veux, à qui tu veux. Je m'en fous. Je sais ce que tu m'as fait, tu sais ce que tu m'as fait. J'espère que tu as honte de toi.

LEXIQUE

Slut-shaming : attitude consistant à stigmatiser, culpabiliser ou humilier toute femme dont l'attitude serait jugée provocante ou trop ouvertement sexuelle.

Dans ce cas précis, partir du principe que les comportements de flirt de la victime, précédant l'agression, ont joué un rôle en poussant l'agresseur à agir.



LA LIGNE 18, UN TRAIN NOMMÉ DÉSASTRE

Y a-t-il un pilote dans l'engin ?!

Pour améliorer les conditions de déplacement domicile-travail, la logique serait de multiplier les liaisons vallées/plateau. Des alternatives existent comme améliorer la fréquence des bus en site propre et prolonger la voie de bus jusqu'à St Quentin. Des lignes de téléphériques sont également adaptées et techniquement réalisables avec un impact financier et écologique bien moindre que la L18. D'Orsay, cela aurait l'avantage de desservir le plateau du Moulon et la zone de Courtaboeuf (6). Enfin, installer des escaliers mécaniques au départ des gares sur l'emprise des escaliers actuels est une option très économe, de proximité et disponible 24h/24.

Un projet qui déraile

Surdimensionnée et inadaptée aux déplacements quotidiens de la population, la L18 représente pourtant un investissement lourd dont le coût semble peu maîtrisé. En effet, le coût prévisionnel augmente de manière constante : +40% depuis 2017. Ce qui porte, à ce jour, la facture à 4.46Mds€ (7) alors que les travaux débutent à peine. Selon la Cour des comptes, le financement du Grand Paris Express risquait fort de générer « une dette perpétuelle » (8).

Le strass du Grand Paris nécessite bien quelques menus travaux. Pour les 14 km de la L18 sur le plateau, il faut bâtir des gares, aménager une voie de service, creuser un tunnel depuis Massy, ériger un viaduc. C'est énormément de travaux, de remblai à dégager, stocker (9). Du coup, on va assister, sur Camille Claudel, au ballet de cinquante camions/jour avec des pics à 150. Les nuisances seront encore plus importantes pour la bonne trentaine de riverains de la colline, expropriés de leurs sous-sols pour des sommes dérisoires. Le 5 octobre dernier, lors d'une réunion d'information, la SGP s'est voulue rassurante : le passage du tunnelier, machine qui construit le tunnel, à environ 20m sous leur habitation passera inaperçu. Bon, les voisin·e·s veulent quand même être prévenu·e·s afin d'évacuer leurs domiciles de peur des vibrations lors du forage. D'autres craignent pour leurs maisons construites sur micro-pieux à une douzaine de mètres de profondeur. La SGP envisagerait même de racheter une maison située chemin de Vauhallan.

Il y a aussi les 3 ouvrages de service, situés tous les 800 m, le long du tunnel, le centre d'exploitation de la ligne, en bordure de forêt domaniale et la zone de transition tunnel/viaduc. Lancé à 65 km/h, le métro surgira de terre pour se hisser sur une rampe, en face de la piscine la Vague. La prévision est d'un train toutes les trois minutes. Je vous laisse imaginer le bruit. Sans parler du paysage sur le plateau, pendant et, après les travaux. Sympa, l'écoquartier.

Un projet béton

Initialement estampillée ligne verte sur le plan du Grand Paris Express, la L18 peut donc largement détruire des champs et des espaces boisés parfois classés et, à terme, enfanter une ville nouvelle. Rien que pour le Centre d'exploitation jusqu'à 8 hectares sont détruits. Même l'étude d'impact de la Société du Grand Paris insiste sur les risques pour la biodiversité. Dans son rapport de 2015, l'Autorité environnementale note qu'il faut apprécier « les impacts cumulés du projet avec les autres projets connus ». Car les effets de la L18 s'ajoutent aux 400 hectares urbanisés ces dernières années. Sur l'opération d'aménagement Paris-Saclay, aucune étude globale n'a jamais été menée par les autorités. Le système de compensation vanté par les établissements d'aménagement est un leurre. Boute-en-train, la responsable écologie de la Société du Grand Paris a fièrement annoncé que les espaces naturels saccagés pour le métro seraient compensés... dans le 95. Pas de souci, on ira pique-niquer à Pétouchnoque-sur-Oise* en prenant la L23 !

Grande consommatrice de ressources comme le sable ou l'essence, la réalisation de L18 sera également source de pollution. Pendant la phase de chantier, pollution de l'air avec la circulation de centaines d'engins, et des sols suite à l'utilisation de produits chimiques. Après, on aura droit aux pollutions sonore et visuelle. De plus, la présence d'espaces naturels ou agricoles est vitale. Ils constituent des pommiers verts, des îlots de fraîcheur, des réserves de biodiversité. Ils assurent également le stockage du carbone et surtout les terres nous nourrissent.

Le début de la faim

Sur le plateau de Saclay, on estime à 1000 ha les terres agricoles grignotées depuis les années 70. A terme, c'est 2400 ha qui sont menacés. En effet, pour les agriculteurs, l'équilibre économique est fragile. Il repose sur des réseaux locaux de mise en commun des moyens de production. Le fonctionnement en circuit court est également pratiqué. Ainsi, la mise en difficulté d'une exploitation se répercute sur les autres. La construction de la L18 fragilisera davantage ces exploitations en les amputant d'une partie de leur outil de travail (10). La présence du métro, cumulée au doublement de la RD36 rendront l'activité compliquée. Pendant la phase de chantier, le processus est en marche : chemins coupés, drainage des terres altéré. Cela entraînera une hausse des charges pesant financièrement, jusqu'à rendre, le métier impraticable. Et ça pourrait même signifier perte de label bio en raison des solvants,

SACLAY:

UNE OPÉRATION IMMOBILIÈRE SERVIE SUR UN PLATEAU



adjuvants, particules fines disséminées. De plus, les périmètres d'urbanisation autour des gares est une menace réelle de grignotage progressif. Se nourrir est vital et les terres qui nous entourent, encore, figurent parmi les terres les plus fertiles d'Europe (11). En Ile-de-France, protéger l'agriculture locale devrait pourtant figurer au rang des priorités des élu·e·s qui regardent ailleurs.

La ligne des huiles

Présentée comme nécessaire pour ces derniers, il s'agit de relier des pôles d'activités à l'aéroport d'Orly. Pourtant, les déplacements travail-travail ne représentent que 5 %. La L18 ne sert manifestement pas l'intérêt public local ou même national. C'est une ligne de prestige (12) au bénéfice de la spéculation immobilière comme l'indiquait sans détour un slogan d'élus locaux « pas de métro = pas de logements ». La présidente de la Région, Valérie Pécresse, l'a dernièrement formulé crûment : « si on m'enlève le plateau de Saclay, il me reste que les pauvres ». Miskina.

Épine virale de l'urbanisation

La seule vraie promesse de la L18, c'est l'étalement urbain et la stérilisation d'espaces nourriciers. Pour remplir les rames de Saclay vers Massy, tous les documents officiels en conviennent : il faut construire des logements (14). A terme, tout le plateau est menacé par l'émergence d'une ville nouvelle et les zones de protection n'apportent aucune garantie. Des coteaux boisés classés sont sacrifiés pour la L18. Pire encore, l'urbanisation autorisée, dans un rayon

de 500m autour de la gare de St-Aubin empiète salement sur la ZPNAF, zone prétendument sanctuarisée par décret. L'annonce récente par la Société du Grand Paris de l'abandon du métro en viaduc et de sa mise au sol après Saclay signe la mort rapide de l'agriculture.

Pour la population, finalement, la L18 aura des conséquences sur la santé et la qualité de vie avec un trafic automobile et pollution en hausse, des risques accrus d'inondations en vallée, la mort d'une agriculture de proximité, la disparition d'espaces naturels et de biodiversité, une pression sur les ressources en eau, un mal logement et prix du m² en hausse, une dette importante, la dégradation du RER, la fermeture des hôpitaux de proximité. Pour les spéculateurs et le BTP, La L18, c'est un bolide prometteur qu'aucune « zone de protection » ne semble arrêter (14).

Sabrina Belbachir

LEXIQUE

GPII : un Jépédeuzi, c'est un grand projet inutile imposé, ça fait quatre fois qu'on vous le dit.
Utilité publique : Peut dans certains cas désigner l'intérêt privé. Gare à la confusion !
Pétouchnoque-sur-Oise : Ville située entre Perpète-sur-Yvette et Bled-sur-Loing
Regarder ailleurs : Variante de la technique de l'autruche
Extinction Rebellion : [Abtinechône Ouebéllonne] Groupe d'activistes qui sont contre l'extinction du vivant, pour la rébellion et qui aiment beaucoup les drapeaux.



(1) La SGP n'a même pas attendu le lancement de l'enquête publique (en juin), puisque qu'elle a attribué des marchés en mai 2020 pour un total de 800 Millions. Du reste, en 2018, la Cour des Comptes saisit la justice pour des soupçons de favoritisme dans l'attribution de marchés.
 (2) Et 69 % d'avis négatifs, comme d'ailleurs lors de l'enquête publique de 2016.
 (3) Saclay, Villiers-le-Bâcle, Chateaufort et St Aubin
 (4) Celle nommée « Orsay-Gif » est sur le plateau du Moulon et « CEA-St Aubin » à Saclay.
 (5) www.media-paris-saclay.fr
 (6) Enclavé, Courtaboeuf, le plus grand parc tertiaire d'Europe, se meurt par manque de transport.
 (7) Certaines estimations montent à 6Mds€ pour un coût annoncé de 3,2 Mds€.
 (8) Rapport de janvier 2018 sur la Société du Grand Paris.
 (9) Le Petit ZPL#8
 (10) On estime à 20 à 30 ha les terres agricoles indirectement impactées par la L18
 (11) Contrairement à la 14ème place de l'Université Paris-Saclay arrachée aux forceps au classement de Shanghai
 (12) Pécresse réclame la L18 pour l'accueil de Médaille Fields ou Prix Nobel.
 (13) Cité par « Citoyen de terre contre État de fer ». Nous devons à ce collectif nombreuses de nos informations.
 (14) Le récent jugement de la Cour de Montreuil donne un peu d'espoir : l'utilité publique et l'impact environnemental du projet de ligne express entre l'aéroport CDG et Paris sont remis en cause et les autorisations de travaux annulées.

M'AIME PAS C.A.P. !

La C.A.P (Cité pour l'Autonomie Partagée) est un ensemble de projets à Villebon qui ont pour but de favoriser l'accueil, la vie et l'intégration de personnes handicapées dans la ville. Les projets vont d'actions de formation et de sensibilisation des habitants à la construction d'un Etablissement d'Accueil Médicalisé en passant par l'aménagement d'une rue (1). L'ensemble bénéficie de l'appui de l'ARS (Agence Régionale de Santé) et est porté par la fondation OVE (Œuvre des Villages d'Enfants). Pourtant, certains aspects du projet sont contestés, en particulier la construction de l'Etablissement d'Accueil Médicalisé (EAM). Pour y voir plus clair, rendez-vous avec Olivier Tribondeau, membre de la liste « Partageons Demain » et élu de l'opposition à Villebon. La première chose qu'il explique, c'est : « On est tous d'accord pour soutenir ce projet, mais pas sur cet emplacement-là ! » (2)



Retour aux sources

Initialement, OVE avait acheté un terrain en bordure de Villebon pour construire l'EAM. Ce terrain, proche du carrefour qui mène à Auchan d'un côté et au grand dôme de l'autre, s'est finalement avéré être trop éloigné du centre-ville. Pour des personnes à mobilité réduite, y'a mieux ! Un transfert de propriété a alors été organisé avec la mairie qui a choisi un terrain derrière la MJC pour effectuer l'échange. C'est justement le choix de la mairie de ce terrain qui suscite une opposition.

La particularité du terrain derrière la MJC est qu'il est humide de fait. Mais il n'est pas classé en tant que tel dans le PLU* de Villebon, ce qui le rend constructible. En général, on part du principe que ce sont les particuliers qui ont tendance à vouloir construire au mépris des milieux et que les collectivités vont, au contraire, plutôt défendre les milieux protégés. Bon, ça, c'était le principal problème. Mais en plus d'être humide, le terrain est boisé. Il est prévu d'arracher 55 arbres. Arbres qui ont de multiples

des trottoirs et le trafic rendent compliqué un déplacement en centre-ville pour une personne en fauteuil.

Ok, mais ils proposent quoi, les râleurs ?

Ils veulent remettre sur la table une autre alternative vaguement envisagée : le site actuellement occupé par le Centre Technique Municipal (CTM). Cette solution n'avait pas été retenue car la mairie ne pouvait pas s'engager à libérer le CTM dans un délai raisonnable pour OVE. Si les opposants au projet admettent qu'en effet, il est impossible de reconstruire un nouveau CTM pour libérer l'actuel en respectant les délais d'OVE, ils affirment tout de même qu'un déménagement temporaire dans des constructions préfabriquées est possible. Ils insistent sur le fait que le terrain occupé par l'actuel CTM a de nombreuses qualités que n'a pas le terrain boisé derrière la MJC. Il est plus proche du centre-ville, plus accessible aux personnes en fauteuil et ne nécessite pas de coupes d'arbres ni l'urbanisation d'une zone humide.

la destruction de la zone humide, les opposants ont besoin d'appui de la part de la population. Pour cela, ils invitent les personnes qui souhaitent les soutenir à signer leur pétition (5) et à rejoindre leurs futurs événements. Ils sont également engagés dans des démarches administratives pour faire officiellement reconnaître la parcelle comme zone humide.

Odélie Sarrazin
Illustrations: Dop



- (1) <https://www.fondation-ove.fr>
- (2) <http://www.villebon-partageons-demain.fr>
- (3) <http://www.zones-humides.org>
- (4) Arrêté du 24 juin 2008 : <https://www.legifrance.gouv.fr>
- (5) Pétition adressée au président d'OVE à retrouver sur : <https://www.change.org>

Où est le problème ?

Le terrain derrière la MJC est une zone humide. Construire dessus revient à la détruire. C'est un problème écologique car les zones humides ont de multiples bienfaits (3). Elles sont très riches en biodiversité. La survie de certains animaux et végétaux en dépend. Pour la petite info, sur le terrain concerné, on retrouve le saule cendré (aka Salix Cinerea), qui figure sur la liste officielle des plantes indicatrices de zones humides (4). Elles ont un rôle dans la régulation des phénomènes météorologiques. Elles agissent un peu comme une éponge qui se gorge d'eau en période de forte humidité, la stocke (ce qui est très utile pour éviter les crues), puis la libère lors des périodes sèches. Pour toutes ces raisons, en France, la destruction de zones humides est très fortement encadrée. Elles sont délimitées et protégées. Mais nous dans notre vallée, c'est pas comme si ça nous concernait.

Où construire un établissement d'accueil médicalisé ?



- hum, non.
- hum, non.
- l'endroit idéal

bienfaits pour l'environnement. Leurs racines empêchent l'érosion des sols. Ils captent le CO2 et relâchent de l'oxygène. Ils rafraîchissent l'air autour d'eux. Parfait pour la prochaine canicule ! Bien entendu, une compensation est prévue. Mais les compensations sont presque toujours insuffisantes et ne sont qu'une manière déguisée d'autoriser ce genre de destructions. Enfin, l'emplacement choisi reste éloigné du centre, de la mairie et des commerces. Il est fortement en pente. La configuration

L'équipe de la majorité municipale et OVE n'ont pas donné suite à nos demandes de RDV, donc difficile de savoir ce qu'il en est réellement de leur côté. A priori, et bien que certains des opposants au projet soient élus au conseil municipal, le problème est ignoré par la majorité. Il n'est vraisemblablement pas non plus dans l'intérêt d'OVE de changer une nouvelle fois de terrain, ce qui les obligerait à modifier encore une fois le projet et entraînerait des frais. Dans ce cas de figure, pour empêcher

LEXIQUE

PLU : Plan Local d'Urbanisme, règles du jeu de lego de la ville. Ludiques et amusantes pour les élu.es de tout âge, elles peuvent heurter la sensibilité des habitant.es les plus concernés.es.

Bolossier : humilier jusqu'à la moelle

C'est un truc pas rationnel qui s'appelle la peur. Si ça se trouve, Elise, elle flippe à balle. Peut-être d'être en marge, de plus avoir de taff, d'être une bolosse, une cassos, une chômeuse, une meuf déclassée. Et puis pareil, faire des choses qu'on n'a pas envie de faire, y'a une autre raison irrationnelle qui nous y pousse et ça s'appelle le conformisme. Peut-être qu'elle ressent une certaine pression sociale. Qu'elle se sent obligée d'avoir un poste « prestigieux ». P'tet qu'elle se dit qu'elle n'a pas le choix. Je me dis qu'elle doit mal vivre son boulot. Et surtout, je me dis que si je l'ai bien cernée, c'est juste une question de temps. Un an, deux, trois, dix, vingt ?? avant qu'elle nous fasse une très grosse crise existentielle et un méga burn-out bien dégueulasse. Quand ça arrivera, elle quittera son taff, se mettra en arrêt maladie ou se fera virer et sera remplacée aussi sec par quelqu'un d'autre. Peut-être même par une autre Elise, qui aimera la montagne et l'escalade cette fois-ci, qui aura elle aussi étudié le développement durable et qui, elle aussi, sera très gentille et ouverte d'esprit à tendance docile.

Et maintenant Elise, peut-être que je me goure complètement sur ton cas, qu'en fait tu adhéres à ton taff et que tout roule pour toi ! Mais si je t'ai bien cernée et si un jour tu le fais ton burn-out, note l'adresse et n'hésite pas, tu peux me joindre à lepetitzpl@zpl.zone. Et je suis très sérieuse, n'hésite vraiment pas ! On ira boire un café. On commencera par se plaindre de nos galères de taff, du néolibéralisme qui broie les individus et détruit les écosystèmes et puis ensuite on discutera des solutions qui existent pour s'en sortir.

Odélie Sarrazin

LETTRE OUVERTE À ÉLISE

Lundi 5 octobre 2020, 19h30, gymnase Roger Antoine à Palaiseau : une réunion d'information à destination des riverain.es des chantiers pour la construction de la ligne 18 était prévue. Avec d'autres, on s'y est invité.e.s avec nos banderoles et on a fait une manif' silencieuse pour dénoncer le projet. La réunion était menée par trois « responsables » de la SGP (Société du Grand Paris) et deux de chez Vinci. Y'avait Antoine Dupin, le « responsable en chef », il y avait trois autres « responsables » divers et surtout il y avait Elise, la « responsable environnement en charge de la ligne 18 ». Je mets des guillemets partout car clairement, ces gens ne sont responsables que d'exécuter les ordres qui viennent de plus haut. Pendant la phase de questions, normalement dédiée aux répercussions des chantiers sur le quartier, beaucoup prenaient la parole pour pointer les incohérences du projet. En général, c'était Antoine Dupin, très zèle, qui répondait, parfois les autres et quand ça concernait l'environnement, c'était au tour d'Elise de nous réciter les mêmes arguments débiles qu'on entend partout et qui servent à justifier ce qui ne devrait pas l'être : « Sur ce projet, la compensation a été minutieusement étudiée », « Il est prévu de replanter des arbres dans le 95 », « Ne vous inquiétez pas, il n'y aura pas d'impact sur l'environnement », « Tout est conforme à la réglementation ».

Avec ces paroles, elle incarnait toute l'hypocrisie et tout le mépris de tous les discours et de toutes les politiques démagogues greenwashées à fond !

Et la « compensation », ce mot qu'elle nous répétait comme un mantra religieux, parlons-en : ça fait référence à la séquence dite ERC Éviter, Réduire, Compenser. Et clairement pour la ligne 18, on peut se contenter de l'éviter. Avant qu'on parte, Elise a eu droit à un petit cadeau de notre part. L'ouvrage collectif des habitants du plateau de Saclay intitulé « Citoyens de terre contre Etat de fer. Paris-Saclay, un désastre humain, environnemental et démocratique », dont je vous conseille la lecture par ailleurs (1).

Les jours suivants, j'ai continué de penser à elle. C'est d'ailleurs la seule, hormis Antoine Dupin, dont je me souviens du nom. Avec son masque, j'avais vu que ses yeux et y'avait un truc chez elle, dans le regard, qui me tracassait.

Alors je l'ai cherchée sur internet. En deux clics, juste avec son nom, j'ai trouvé son CV et des pages de recensement professionnel. Y'avait les infos classiques. Ses études dans le développement durable. Ses anciens postes. Elle a bossé pour SUEZ avant la SGP. Y'avait aussi des infos plus perso. Elle s'intéresse à l'agriculture urbaine. Elle aime la mer et les bateaux. Elle en a même construit un en bouteilles en plastique. Et elle l'a marquée dans la case hobbies de son CV. Ils ont dû sourire en voyant ça les RH de la SGP ! J'ai vu son visage sans masque. Sur une des pages, elle a marqué, « j'aime échanger et partager surtout sur les sujets qui m'intéressent mais aussi d'autres car je pense être ouverte d'esprit ». Je me suis dit que sa phrase manquait de

virgules. Et je me suis dit qu'elle avait quand même l'air plutôt sympa, au fond. Comment une fille pareille, qui a très certainement étudié dans le but initial de protéger l'environnement peut se retrouver à bosser sur cet énorme projet inutile imposé ? Un projet mené par un Etat corrompu pour assouvir les intérêts de grands groupes privés. Un projet destructeur du vivant mené de manière totalement anti-démocratique en pleine crise climatique, et en pleine sixième extinction. C'est illogique !

Ça m'a fait penser à d'autres situations dans lesquelles des personnes acceptent des choses qu'elles ne devraient pas accepter. En l'occurrence à moi quand je me faisais bolossier* par mon patron qui ne me payait pas mes heures sup' et à qui j'osais rien dire. Ces situations y'a un truc qui fait qu'on les accepte.



(1) <http://terrestertiles.com>

LES RECOS PODCASTS

Aux amateur-riche-s de podcasts en manque de féminisme et d'antiracisme, le Petit ZPL s'associe aux colleuses palaisiennes pour vous proposer un ensemble croustillant de podcasts :

- **La Poudre** interviewe des femmes géniales qui construisent le monde d'aujourd'hui.
- **Kiffe ta Race** s'intéresse aux questions raciales (comment on sexualise les corps des femmes arabes, asiatiques ou noires, qu'est-ce que l'appropriation culturelle par exemple) et donne la parole aux concerné-e-s.
- **Les Couilles sur la Table** nous fait découvrir différents types de masculinités en interviewant des sociologues, journalistes, militant-e-s, etc.
- Et le plus rigolo pour la fin, le podcast **Yesss** qui recense toutes ces fois où des femmes ont vaincu le sexisme (par exemple, si tu te fais emmerder en soirée, tu peux te curer le nez : tu verras, les harceleurs disparaissent comme par magie).

LES BLAGUES CARAM-BARA

L'HUMOUR LOCAL QUI COLLE AUX DENTS

Pourquoi y'a moins de fonctionnaires à la mairie de Palaiseau?
Réponse : Parce que Hervé veut pas Paillet.

Qu'a dit Delphine à son élection?
Réponse : Mon nom est Person.

Pourquoi l'Yvette est-elle pleine de statues?
Réponse : Parce que Christine Gravelleau.

12 juin 2020. 5h du mat'. Le vrombissement des tronçonneuses et les lumières bleutées des gyrophares réveillent brutalement les habitant-e-s du quartier de La Bourbillière. Le ciel pleurniche et l'ambiance pue la loose*.

Sur place, l'effectif policier est délirant : pour une trentaine de manifestant-e-s, iels sont environ cinquante dont plusieurs unités de la BAC. L'avenue Stalingrad est bloquée et la tension monte. Les bûcherons ont été convoqués au comico au milieu de la nuit puis escortés au Ferry par plusieurs voitures de keufs. Impossible de savoir qui a donné l'ordre d'intervenir. Le commissaire se contredit et la mairie joue l'innocente. Mais difficile de croire que l'opération s'est déroulée sans que Grégoire de Lasteyrie y consente.

Mais revenons au début. Comme je n'ai pas grandi à Zopal, c'est seulement trop tard que j'ai connu le Ferry. GDL avait déjà l'intention de le fermer et d'y construire à la place un Conservatoire à Rayonnement Intercommunal, sorte de filtre social culturel et élément clé dans son objectif d'embourgeoisement de la ville. La cour et ses 13 tilleuls seraient rasés et les bâtiments en grande partie détruits. Et c'est en mai 2020, au début de son nouveau mandat, qu'il décida de débiter les travaux.

Ainsi, quand j'ai commencé à aller aux rassemblements c'était moins pour le lieu en soi, puisque je ne le connaissais pas tellement, que par amitié et solidarité envers les copain-e-s qui voyaient quelque chose d'important et de fort. Mais l'autre raison, c'est que le désert politique qui nous entoure est si

CHRONIQUE DU FERRY



aride qu'il serait dommage de ne même pas jeter un œil aux quelques foyers de résistance locaux qui émergent, même si l'alignement politique n'est pas total, et même si le lieu défendu n'est, au départ, pas évocateur.

Et puis, en allant sur place, j'ai été charmé par le lieu. Je me suis rendu compte de son potentiel et de son passé à travers quelques clichés épinglés sur des murs ou des récits d'ancien-ne-s. Alors, on commence à rêvasser, à imaginer des possibles et à vouloir faire des fêtes comme avant. Presque tous les jours, on s'est retrouvé-e-s au matin sur le chantier, l'un-e apportait le café et le jus, l'autre les croissants. La journée, on discutait avec les ouvriers qui souvent comprenaient bien qu'on était pas contre eux. Et puis on s'occupait : création de pancartes et de banderoles, nuisances sonores contrôlées avec tout ce qui tombe sous la main (pots de peinture, bouts de bois, poubelles, palissades, etc.),

cabanes dans les arbres, nettoyage et rangement, réunions et AG, et même une installation artistique faite de fenêtres dans un style hong-kongais (ou barricade diront certain-e-s). Et puis une fête vraiment réussie. On a même eu quelques petites victoires. Puis un soir, alors que le Ferry était inoccupé, ils ont envoyé une nacelle pour pêter les cabanes, et des maîtres-chiens se sont installés dans la cour. A partir de là, c'est devenu vraiment compliqué.

Dans le fond, je crois qu'on n'osait pas tellement y croire. On savait qui on avait en face et on savait aussi qu'on était trop peu. Je regrette qu'on n'ait pas été plus nombreux-ses à défendre cet endroit, et qu'il n'y ait pas eu plus d'ancien-ne-s du lieu, même si j'entends leur argument quand iels me disent que pour elleux, le lieu était déjà symboliquement perdu depuis longtemps. Mais ce que je ne regrette pas, c'est d'avoir pu tisser des liens avec des

personnes aussi chouettes. Dans la monotonie de nos journées urbaines, ceci n'aurait pu arriver. Isolé-e-s dans nos logements individuels ; nos existences révèlent, certains jours gris, toute leur fadeur. Et c'est dans la brisure de cette normalité que de belles choses se passent. Qu'importe la taille et l'ampleur de cette faille, que ce soit des jours à défendre une ZAD, plusieurs heures passées dans un train à l'arrêt ou le temps d'un repas dans une cantine collective. Pour moi, les moments passés à défendre le Ferry sous les ciels bleus de mai ont un peu eu cet effet-là. Et même si jongler entre ça et le taff était bien épuisant, ça m'a quand même fait l'effet d'une grande bouffée d'air frais.

Finalement, comme souvent, tu échoues à protéger le lieu que tu défendais, mais tu en ressors avec des idées, de nouveaux ami-e-s et camarades ainsi qu'une expérience qui vient nourrir un peu plus tes convictions, ton espoir et ta rage.

Yann O'Nym

LA PETITE REMARQUE QUI MARQUE...

« Il sort quand le prochain numéro ? »

Des lecteur-riche-s impatient-e-s

Tu galères à choper Le Petit ZPL ? Abonne-toi !

Vous vous levez trop tôt pour nous ? On se lève trop tard pour vous ? Vous travaillez le dimanche ? On vous tient les deux jambes trop longtemps et vous ratez votre RER ou vos rendez-vous ? Abonnez-vous et participez au financement d'une presse palaisienne indépendante !

La formule proposée : 5 numéros à prix libre. C'est vous qui définissez le prix pour cinq numéros. Seul bémol, on vous demande de prendre en charge le coût de l'envoi en joignant cinq timbres à 2,16 € ou en ajoutant 10,80 € à votre abonnement. Votre chèque est à libeller à l'ordre de **Cuculla Pralinae** et à envoyer ou déposer au 110 rue de Paris 91120 Palaiseau.

Je m'abonne à partir du numéro

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et je joins cinq timbres à 2,16 €

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et ajoute 10,80 €, soit un total de euro

Coordonnées

Nom Prénom

Adresse de livraison

Ville Code postal

Courriel

Le Petit ZPL - Nounours :

Numéro Printemps 2021

Date de parution :

Contributions : ANT, Sabrina Belbachir, Laetitia, Gabriel Gadré, Raphaël Godechot, Mike Strach, Mathilde Ermakoff, Odélie Sarrazin, La Kanine, Peter Marqueur, Marc Jachym, Benjamin Ordenez, Charlotte Josenhans, Alice, Yann O'nym, Marie Ponchon, Dop, Corto Malaise, John, Pal

Directeur de la publication : Raphaël Godechot

Édition : Cuculla Pralinae

Impression : FEVRE, 72 avenue du Président Wilson - 93100 Montreuil

ISSN : 2495-5604

Contact : lepetitzpl@zpl.zone

Web : https://lepetitzpl.zpl.zone

Tiré à 3000 ex. Prix libre.

Le Petit ZPI

